RAPPORT



EVALUATION A

MI-PARCOURS

DU PROJET

Programme intégré d’Adaptation pour la lutte contre les effets néfastes des changements climatiques sur la production agricole et la sécurité alimentaire au Bénin

(PANA1)



SEPTEMBRE 2013

Alexandre Borde & RENE TOKANNOU

Table des matières

Résumé

[1 Introduction 8](#_Toc366496466)

[1.1 Brève présentation du projet 8](#_Toc366496467)

[1.2 Objectifs et contexte de l’évaluation à mi-parcours 10](#_Toc366496470)

[1.3 Méthodologie de l’évaluation à mi-parcours 12](#_Toc366496474)

[2 Historique et contexte du PANA1 15](#_Toc366496480)

[2.1 Préparation de l’intervention 15](#_Toc366496481)

[2.2 Contexte politique et institutionnel 16](#_Toc366496485)

[3 Analyse du Cadre Logique actuel 17](#_Toc366496486)

[3.1 Objectifs Spécifiques 17](#_Toc366496487)

[3.2 Composantes 18](#_Toc366496491)

[3.3 Indicateurs et risques supposés 20](#_Toc366496496)

[3.4 Hypothèses 21](#_Toc366496499)

[4 Mise en œuvre et réalisations 22](#_Toc366496502)

[4.1 Composantes 1 – Amélioration de la capacité de prévision et de réponse aux changements climatiques dans le secteur agricole 22](#_Toc366496503)

[4.2 Composantes 2 – Réduction de l’impact des risques climatiques sur la production agricole au niveau des communautés 25](#_Toc366496513)

[4.3 Composantes 3 – Capitalisation et diffusion des expériences et meilleures pratiques 26](#_Toc366496522)

[4.4 Composantes 4 – Organisation et gestion du projet 27](#_Toc366496530)

[5 Evaluation 29](#_Toc366496537)

[5.1 Critères de base 29](#_Toc366496538)

[5.2 Thèmes transversaux 38](#_Toc366496576)

[5.3 Critères-HARMO 39](#_Toc366496580)

[6 Organisation, Gestion et Parties prenantes 41](#_Toc366496586)

[6.1 Structure, Organes de Gestion & Personnel de l’intervention 41](#_Toc366496587)

[6.2 Gestion des ressources (finances, personnel & matériel) 42](#_Toc366496588)

[6.3 Partenaires institutionnels 42](#_Toc366496589)

[6.4 Bénéficiaires 43](#_Toc366496590)

[7 Conclusions et recommandations 44](#_Toc366496594)

[7.1 Principales conclusions 44](#_Toc366496595)

[7.2 Recommandations 47](#_Toc366496619)

[8 Accords & attentes 50](#_Toc366496635)

[8.1 Accords entre les parties concernées 50](#_Toc366496636)

[9 Annexes 51](#_Toc366496638)

[9.1 Termes de référence 51](#_Toc366496639)

[9.2 Programme de la mission 57](#_Toc366496640)

[9.3 Liste des personnes rencontrées 59](#_Toc366496641)

[9.4 Tableau des engagements et de la contribution financière des communes 70](#_Toc366496642)

[9.5 Ministères et Directions impliqués dans le projet et leurs rôles spécifiques 70](#_Toc366496643)

[9.6 Matrice des activités et réalisations du PANA1 à mi-parcours 73](#_Toc366496644)

[9.7 Clichés photographiques des enquêtes de terrain 98](#_Toc366496645)

Liste des figures

Figure 1 : Carte des zones agro-écologiques prioritaires au Bénin

Figure 2 : Organisation du projet

Liste des tableaux

Tableau 1 : Evaluation des villages de démonstration du PANA1

Tableau 2 : Indicateurs initiaux et retraduits

Tableau 3 : Budgets prévu et mobilisé

Tableau 4 : Contribution et fonds libérés au niveau national

Tableau 5 : Réalisation des structures techniques partenaires du PANA1 à mi-parcours

Tableau 6 : Taux d’exécution présentés par l’EGP/RSE

Tableau 7 : Situation des indicateurs du cadre logique à mi-parcours

Sigles et Acronymes

ACC Adaptation aux Changements Climatiques

CCCT Comités Communaux de Coordination Technique

CCNUCC Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques

CENATEL Centre National de Télédétection et de suivi écologique du Bénin

CERF Centre d'Etude, de Recherche et de Formation Forestières

CPAP Country Programme Action Plan

CVA Conducteur de Véhicule Administratif

DAGRI Direction de l'Agriculture

DCN Deuxième Communication Nationale auprès de la CCNUCC

DE Direction de l’Elevage

DGAB Directeur Général Adjoint du Budget

DGE Direction Générale de l’Environnement

DGFRN Direction Générale des Forêts et des Ressources Naturelles

DICAF Direction des Innovations, du Conseil Agricole et de la Formation opérationnelle

DNM Direction Nationale de la Météorologie

DP Direction des Pêches

DPP Direction de la Programmation et de la Prospective

DPPC Direction de la Prévention et de la Protection Civile

DPPGRE Direction de la Prévention de la Pollution et de la Gestion des Risques Environnementaux

EGP Equipe de Gestion du Projet

EMP Evaluation à Mi-Parcours

FADEC Fonds d'Appui au Développement des Communes

FCFA Franc CFA

FEM Fonds pour l’Environnement Mondial

FSA Faculté des Sciences Agronomiques de l’Université d’Abomey-Calavi

GAF Gestionnaire Administratif et Financier

GIEC Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat

GTPA Groupe de Travail Pluridisciplinaire d’assistance Agro-météorologique

INRAB Institut National des Recherches Agricoles du Bénin

ITCZ Zone de Convergence Intertropicale / Intertropical Convergence Zone

LDCF Fonds des Pays les Moins Avancés / Least Developed Countries Fund

LSSEE Laboratoire des Sciences du Sol, des Eaux et de l’Environnement de l’INRAB

MAEP Ministère de l’Agriculture, de l’Elevage et de la Pêche

MEGCCRPRNF Ministère de l’Environnement chargé de la Gestion des Changements Climatiques, du Reboisement, et de la Protection des Ressources Naturelles et Forestières

MEHU Ministère de l’Environnement, de l’Habitat et de l’Urbanisme

NEX Modalité d’Exécution Nationale du PNUD

ONASA Office National d'Appui à la Sécurité Alimentaire

ONG Organisations Non Gouvernementales

ONS Office National de Soutien des revenus agricoles

ORTB Office de Radiodiffusion et Télévision du Bénin

PAI Plans Annuels d’Investissement

PANA Programme d’Action National aux fins de l’Adaptation aux changements climatiques du Bénin

PANA 1 Programme intégré d’adaptation pour la lutte contre les effets néfastes des changements climatiques sur la production agricole et la sécurité alimentaire au Bénin

PAPA Programme Analyse de la Politique Agricole (de l’INRAB)

PDC Plan de Développement Communal

PIF Project Identification Form

PNUAD Plan-cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement

PNUD Programme des Nations Unies pour le Développement

PRSP Poverty Reduction Strategy Paper

PSRSA Plan Stratégique de Relance du Secteur Agricole

PTA Plans de Travail Annuels

PTF Partenaires Techniques et Financiers

RDR Responsable du Développement Rural

RSE Responsable Suivi-Evaluation

SCRP Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté

SGM Secrétaire Général du Ministère

UAC Université d’Abomey-Calavi

USD US Dollars

VRA Etude de base de perception

Résumé

Les changements climatiques se font ressentir au Bénin avec un réchauffement moyen et la recrudescence d’évènements météorologiques extrêmes, qu’il s’agisse du raccourcissement de la saison des pluies, de précipitations plus violentes suivies d’inondations dévastatrices, de vents forts ou de sécheresse. La température annuelle moyenne du pays devrait augmenter de 1.0 à 3.0°C avant les années 2060 et de 1.5 à 5.1°C avant les années 2090.

Le pays a établi dès 2008 un Programme d’Action National aux fins de l’Adaptation aux changements climatiques (PANA) en identifiant les projets prioritaires et en définissant 4 zones agro-écologiques considérées comme particulièrement vulnérables : les zones 1 (Extrême Nord-Bénin), 4 (Ouest Atacora, Nord Donga), 5 (zone cotonnière du Centre) et 8 (zone des pêcheries)

Le premier projet prioritaire est intitulé « Programme intégré d’Adaptation pour la lutte contre les effets néfastes des changements climatiques sur la production agricole et la sécurité alimentaire au Bénin (PANA1) » et a fait l’objet d’un accord de financement entre le Gouvernement béninois, le partenaire de mise en œuvre et le PNUD pour son financement et sa mise en œuvre qui a ainsi pu débuter en avril 2011.

Le présent rapport résulte de l’évaluation à mi-parcours du PANA1. Cette évaluation a eu lieu au cours du mois d’août 2013, plus précisément du 12 au 28 août. Elle a été effectuée en respectant les critères d’analyse propres à ce type d’exercice. Les critères de pertinence, d’efficience, d’efficacité, de durabilité, d’impact, d’harmonisation, d’alignement de gestion axée sur les résultats, de responsabilité mutuelle et d’appropriation ont servi de cadre méthodologique pour réaliser cette évaluation.

Il en ressort un résultat général tout à fait favorable à la poursuite du projet. Les points perfectibles concernent notamment le renforcement du système de suivi-évaluation et la nécessité de poursuivre les efforts de cofinancement.

Il est recommandé de tenir compte du décalage entre les dates initialement prévues de mise en œuvre du projet (janvier 2010 à décembre 2014) pour les faire concorder avec la date effective de démarrage d’avril 2011. En clair, l’évaluation conclut qu’il convient de fixer une nouvelle date de fin de projet au 31 mars 2016. Il est également suggéré de continuer à mettre en œuvre le projet selon le *modus operandi* du document de projet, de préparer une stratégie de pérennisation des activités pour l’après projet ou encore de renforcer l’’équipe de gestion du projet.

**Bénin - Rapport Evaluation mi-parcours  
Programme intégré d’adaptation pour la lutte contre les effets néfastes des changements climatiques sur la production agricole et la sécurité alimentaire au Bénin (PANA 1)**

Atlas Award ID: 00059395

Project ID: 00074252

Partenaire institutionnel: DG Environnement (ex MEHU)

Durée de l’intervention: 2009-2014

Date du démarrage de l’intervention: 1er avril 2011

Contribution du FEM: 3 410 000 USD

Contribution du PNUD 500 000 USD

Contribution Gouvernement du Bénin (espèce) 850 000 USD

Contribution Gouvernement du Bénin (en nature) 4 114 381 USD

Contribution des Communes pilotes (espèce) 341 000 USD

Contribution des Communes pilotes (en nature) 2 091 619 USD

Contribution totale: 11 310 000 USD

Secteurs d’intervention: Adaptation aux changements climatiques

# Introduction

A l’instar des autres pays les moins avancés (PMA), Parties à la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC), la République du Bénin a élaboré en 2008 son Programme d’Actions National aux fins de l’Adaptation Changements climatiques (PANA), comportant cinq (05) mesures prioritaires d’adaptation à mettre en œuvre. La première mesure identifiée, consacrée au secteur de l’agriculture est mise en œuvre à travers le projet intitulé « Programme intégré d’adaptation pour la lutte contre les effets néfastes des changements climatiques sur la production agricole et la sécurité alimentaire au Bénin » (PANA1), objet de la présente évaluation à mi parcours.

Démarré officiellement le 1er avril 2011, ce projet a mené conformément au Document du projet (Prodoc) un certain nombre d’actions. Le Prodoc prévoit une évaluation à mi parcours afin de déterminer les efforts faits pour atteindre les résultats jusque-là obtenus et d’identifier les irrégularités en cours si nécessaire, en vue des orientations à prendre pour améliorer l’exécution du projet pendant la seconde moitié du terme. Cette évaluation a été conduite du 13 au 28 août 2013 par MM. Alexandre Borde, Economiste du climat, consultant international, et René Tokannou, Ingénieur agroéconomiste, consultant national et co-auteurs de ce rapport.

Conformément aux Termes de références (TDR) de la mission, le présent rapport d’évaluation à mi parcours s’organise autour des principales rubriques ci-après :

* Brève présentation du projet ;
* Méthodologie de l’évaluation à mi-parcours ;
* Analyse du Cadre Logique actuel ;
* Mise en œuvre et réalisations ;
* Evaluation ;
* Organisation, Gestion et Parties prenantes ;
* Accords & attentes ;
* Recommandations.

## Brève présentation du projet

### *Les Changement Climatiques au Bénin*

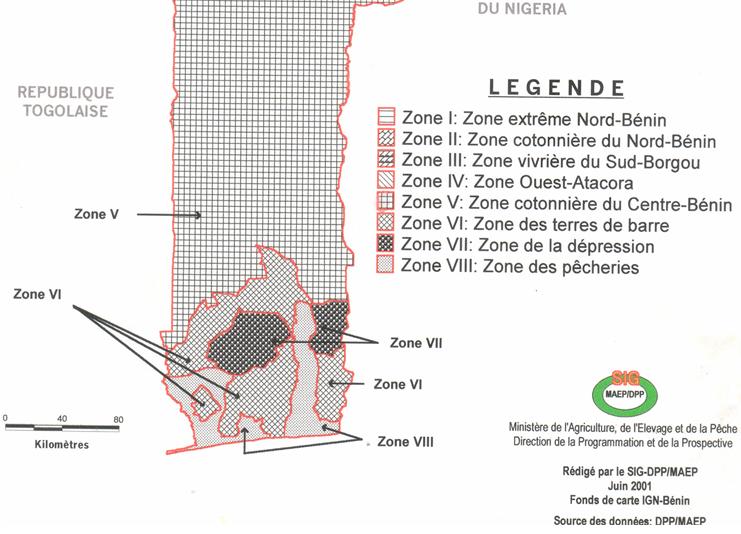
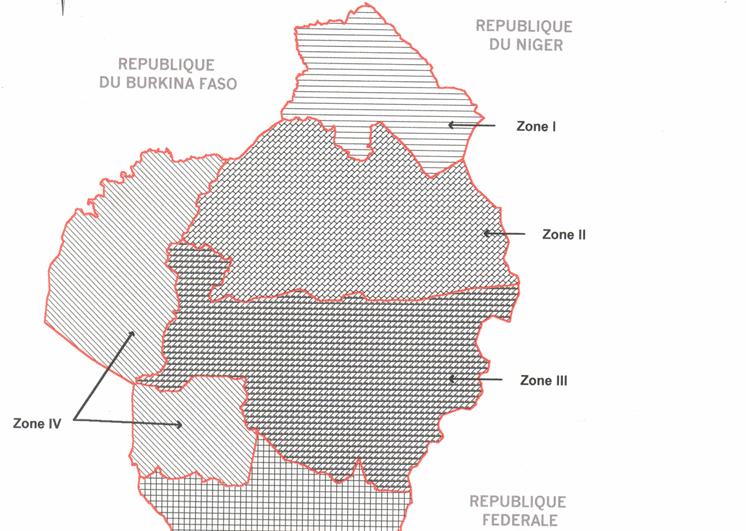
La République du Bénin est un pays d’une superficie de 114 763 km² et compte près de 10 millions d’habitants (Banque mondiale, 2012). L’économie du pays est basée principalement sur la production agricole, et environ 70% de la population du pays dépend directement de ce secteur (Banque mondiale, 2012). Le climat est de type tropical et fortement influencé par la mousson de l'Afrique occidentale. Les saisons de pluie observées au Bénin sont sous l’influence de la Zone Intertropicale de Convergence (ITCZ). Le nord Bénin connait une saison seule saison des pluies entre mai et novembre et une saison sèche entre décembre et mars où l’Harmattan (vent sec). Les régions du nord et celles centrales reçoivent 200 à 300mm de pluie par mois dans les mois culminants de la saison humide (juillet à septembre). Les régions du sud Bénin connaissent deux saisons pluvieuses et deux saisons sèches, une de mars à juillet et une saison humide plus courte de septembre à novembre, correspondant aux passages du nord et du sud de l'ITCZ à travers la région[[1]](#footnote-1).

Au Bénin comme partout ailleurs dans la zone intertropicale, la pluviométrie constitue l’élément déterminant du climat, notamment pour l’agriculture.

La pluviométrie annuelle du Bénin varie fortement sur une période interannuelle et inter-décennale. A l’instar de la plupart des autres parties du monde, il est difficile d'établir la tendance à long terme. Une étude de risque climatique commandée par le MEPN (2009)[[2]](#footnote-2) a montré une baisse de l'averse entre les périodes allant de 1940 à 1970 et de 1971 à 2003. D'autres études n'établissent aucune tendance à long terme dans les rapports de pluviosité annuelle au Bénin entre 1960 et 2006, bien que cette période soit fortement marquée par des périodes de grandes humidités et de grandes sécheresses. La pluviosité saisonnière a diminué entre les mois d'avril et de juin, des mois principalement critiques substantielles de la fréquence de jours et les nuits que l'on considère 'chaudes' et des diminutions dans la fréquence de jours et les nuits que l'on considère 'froides' par rapport au climat actuel.

Les projections de précipitation indiquent une gamme variée de changements au Bénin (augmentations et diminutions). Les prévisions annoncent des diminutions entre janvier et juin et des augmentations entre juillet et décembre. La proportion de précipitation extrêmes annuelles (catastrophes naturelles) tend vers une augmentation.

Ces changements climatiques, additionnés aux activités anthropiques, augmentent les pressions sur l’environnement et les ressources naturelles, notamment dans 4 zones agro-écologiques considérées comme particulièrement vulnérables sur les 8 que compte le pays : les zones 1 (Extrême Nord-Bénin), 4 (Nord Donga, Ouest Atacora), 5 (zone cotonnière du Centre) et 8 (zone des pêcheries).



*Source : ProDoc PANA d’après SIG – DPP/MAEP (2001)*

Figure 1 : Carte des huit zones agro-écologiques identifiées au Bénin. Les zones d’intervention du projet sont indiquées sur la carte par une étoile rouge.

Ces changements ont des conséquences sur des secteurs clés de l’économie dont l'agriculture, la pêche et la foresterie. Ainsi, l’adaptation aux changements climatiques est un enjeu majeur en République du Bénin, afin non seulement d’assurer le développement durable du pays mais aussi la sécurité alimentaire aux populations les plus fragiles.

### *Les mesures prises par le Bénin dans le cadre de la lutte contre les changements climatiques*

Le Bénin, conscient de l’enjeu que représentent les changements climatiques, a signé la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) le 13 juin 1992, l’a ratifié le 30 juin 1994 et elle est entrée en vigueur le 28 septembre 1994. De plus, le Bénin a ratifié le Protocole de Kyoto le 25 février 2002, et il est entré en vigueur le 16 février 2005. Le Bénin a réalisé et soumis deux Communications Nationales à la CCNUCC, la première en octobre 2002 et la deuxième en novembre 2011.

En cohérence avec ses engagements internationaux, le Bénin a renforcé ses capacités institutionnelles dans le domaine de la lutte contre les changements climatiques. Des instances ont été mises en place dès le début des années 2000 pour élaborer des stratégies d’adaptation et d’atténuation. Ainsi un Comité National sur les Changements Climatiques a-t-il été mis en place par décret n°2003-142 le 30 avril 2003. Ceci a permis d’élaborer un Programme d’Action National d’Adaptation aux changements climatiques (PANA) qui a résulté dans la définition de besoins prioritaires et urgents identifiés.

C’est dans le cadre de la mise en œuvre de la Décision 28/CP.7 de la Conférence des Parties à la CCNUCC lors de la 7ème session en novembre 2001 relative à l’élaboration des Programmes d’Actions Nationaux aux fins de l’Adaptation aux changements climatiques (PANA) que le Bénin a bénéficié d’un financement du Fonds des Pays les Moins Avancés (LDCF). Ce financement a permis d’identifier cinq (05) mesures prioritaires et urgentes à mettre en œuvre afin de réduire la vulnérabilité des populations face aux effets néfastes des phénomènes météorologiques extrêmes et des changements climatiques. Pour la mise en œuvre de la première mesure prioritaire qui concerne le secteur agricole, un projet intitulé “Programme intégré d'adaptation pour la lutte contre les effets néfastes des Changements Climatiques sur la production agricole et la sécurité alimentaire au Bénin (PANA1)” a été élaboré.

## Contexte et Objectifs de l’évaluation à mi-parcours

### Contexte de l’évaluation à mi-parcours

Le PANA1 vise à renforcer les capacités des communautés agricoles pour s'adapter aux changements climatiques dans quatre (04) zones agro-écologiques vulnérables au Bénin. De façon spécifique, il a pour objectifs de contribuer i) au développement des capacités de planification et de réponse des secteurs liés aux changements climatiques en s’assurant que les plans de développement nationaux et communaux ainsi que les politiques sectorielles et les budgets associés incorporent les besoins d'adaptation, ii) à l’expertise et au soutien environnemental que les communautés doivent disposer pour s'adapter efficacement aux conditions climatiques défavorables, iii) au partage d’expériences en adaptation sur le plan local, national et international. L’évaluation à mi-parcours intervient après 28 mois de mise en œuvre du projet.

Jusqu’au 11 août 2013, la tutelle du PANA1 était assurée par le Ministère de l’Environnement, de l’Habitat et de l’Urbanisme (MEHU) à travers la Direction Générale de l’Environnement (DGE), en partenariat avec le PNUD. Un remaniement ministériel en date du 12 août 2013, jour de démarrage de la mission d’évaluation à mi-parcours, est intervenu et un Ministère de l’Environnement chargé de la Gestion des Changements Climatiques, du Reboisement et de la Protection des Ressources Naturelles et Forestières (MEGCCRPRNF) a été créé.

### Objectifs de la mission

La mission d’évaluation à mi-parcours a été de vérifier si les objectifs du projet ont été réalisés à l’issue des 5 premiers semestres d’exécution, d’identifier les facteurs qui ont favorisé ou entravé le projet, et de déterminer les leçons tirées pour la poursuite.

Les objectifs de la mission d’évaluation sont les suivants :

* évaluer le taux d’exécution au niveau global et par produit ;
* analyser les points forts et les faiblesses de l’exécution du projet ;
* évaluer la qualité (efficacité et efficience) du projet ;
* évaluer la configuration actuelle de l‘Equipe de Gestion de Projet (EGP) et son action au regard de la mise en œuvre du projet ;
* évaluer le niveau de progrès dans le développement des capacités nationales de mise en œuvre ;
* évaluer les résultats obtenus du projet et sa visibilité ;
* vérifier si les indicateurs de suivi-évaluation sont appropriés pour rattacher ces produits à l’effet ou y a-t-il un besoin de les améliorer ?
* apprécier la synergie entre les indicateurs du cadre logique du projet à ceux du MEHU ;
* formuler des recommandations.

Ces objectifs ont été rappelés et respectés tout au long de la mission par les deux évaluateurs.

La mission d’évaluation à mi-parcours a été réalisée du 12 au 28 août 2013 par MM. Alexandre Borde, Economiste du climat, consultant international, et René Tokannou, Ingénieur agroéconomiste, consultant national et co-auteurs de ce rapport. Lors de la mission, les points forts et les faiblesses du projet ont été analysés, le degré d’avancement global et par activité a été évalué à partir de la grille des critères d’évaluation du PNUD, et la dynamique et l’importance des retombées du projet ont été appréciées. Ces analyses ont conduit à la formulation de recommandations à l’ensemble des parties prenantes au projet, au travers d’un aide-mémoire et du présent rapport final qui constituent les principaux documents attendus de la mission d’évaluation.

La section suivante présente la méthodologie utilisée pour cette d’évaluation à mi-parcours.

## Méthodologie de l’évaluation à mi-parcours

### Approche adoptée

L’évaluation a consisté à confronter les résultats attendus à l’issue de la première moitié du projet (les 28 premiers mois du PANA1), tels qu’ils ont été formulés dans le document de projet (ProDoc), aux résultats effectifs, en tenant compte des problématiques qui se sont posées, et des réorientations qui auraient pu survenir.

Les consultants ont rencontré les parties prenantes du projet, et sont allés sur le terrain, dans les quatre zones agro-écologiques du pays les plus vulnérables aux changements climatiques (zones 1, 4, 5 et 8). Ils ont bénéficié d’un accès à l’ensemble des documents de projet, de la collaboration permanente de l’équipe de gestion du projet pour répondre aux questions et faciliter le travail d’évaluation à mi-parcours. Ainsi l’équipe de gestion du projet a-t-elle pris tous les rendez-vous demandés par les consultants auprès des parties prenantes jugées utiles de rencontrer, aux niveaux villageois, communal et national. Enfin, une présentation des résultats de la mission d’évaluation à mi-parcours a été organisée le mardi 27 août 2013 et près de 50 participants issus des différentes directions techniques des Ministères impliqués dans la mise en œuvre du projet ont répondu à l’invitation. Des personnes ressources averties des préoccupations liées aux changements climatiques ont également participé. Le programme détaillé de la mission se trouve en annexe.

L’approche méthodologique pour l’évaluation à mi-parcours était centrée sur les critères essentiels d’analyse (les critères de base, les critères HARMO et les critères transversaux), afin d’apprécier pleinement la qualité la conception, la performance de la mise en œuvre des activités et les premières retombées en termes d’effets du PANA1.

Les questions qui ont guidé le travail d’évaluation à mi-parcours étaient les suivantes :

Les objectifs du PANA1 correspondent-ils aux attentes des bénéficiaires, aux besoins des populations villageoises du Bénin et aux priorités globales des partenaires ? Il s’agit d’évaluer à mi-parcours la pertinence de l’intervention. Sont-ils par ailleurs en harmonie avec les interventions des autres bailleurs ?

* Afin de juger de l’efficacité du projet, quels objectifs ont été partiellement, potentiellement ou pleinement atteints à mi-parcours, en prenant en compte leur importance relative ?
* La mise en œuvre du PANA1 est-elle efficiente ? Les premières retombées ont-elles notamment été obtenues avec le moins de ressources possibles ?
* Sur le plan des résultats, la programmation, le monitoring et l’évaluation sont-ils orientés dans ce sens ?
* Le projet apparaît-il durable ? Ainsi, les efforts d’adaptation seront-ils poursuivis après la fin du projet ? Si oui, avec quelle probabilité sur le long-terme ? Y a-t-il par exemple une responsabilité mutuelle et une bonne appropriation du projet en prévision de la suite ?
* A mi-parcours, voit-on déjà des effets à long terme positifs et/ou négatifs, produits par l’intervention, directement ou indirectement, attendus ou inattendus ? Les premiers impacts sont-ils visibles ?
* Sur le plan de la cohérence et de l’alignement, les activités du projet permettent-elles de réaliser les objectifs de la politique nationale ?
* Enfin, les thèmes transversaux sont-ils pris en compte ?

Par ailleurs, l’évaluation à mi-parcours a utilisé les approches participatives et consultatives en impliquant toutes les parties prenantes dans les réflexions sur les constats, analyses et recommandations.

### Calendrier de la mission

Le calendrier de la mission d’évaluation a fait l’objet d’une réunion préliminaire avec l’Equipe de Gestion du Projet (EGP) le jour du démarrage, à savoir le lundi 12 août 2013. Il a été décidé d’articuler la mission autour de rendez-vous sur le terrain dans 5 des 9 villages d’intervention du PANA1, de réunions avec les parties prenantes nationales du projet à Cotonou et Porto Novo, et d’un atelier de restitution le 27 août à Cotonou. Le calendrier détaillé est présenté en annexe

### Les enquêtes de terrain

*Cinq villages de démonstration visités sur les neuf villages évalués* : L’équipe d’évaluation à mi-parcours a rencontré 55% des bénéficiaires du projet PANA1 sur le terrain, dans le sens où 5 des 9 villages de démonstration ont été visités : Houèdo wo, Sèhomi, Damè, Kadolassi, et Tomboutou. Ces villages sont répartis dans les 4 zones agro-écologiques prioritaires en matière d’adaptation comme le montre le tableau 1 ci-dessous.

Tableau 1 : Evaluation des villages de démonstration du PANA1

|  |  |
| --- | --- |
| **Nom du village et de la commune** | **Méthode d’évaluation à mi-parcours** |
| Toumboutou, Malanville | Visite de terrain et évaluation des documents et autres pièces administratives |
| Kankini-Seri, Matéri | Evaluation des documents et autres pièces administratives |
| Kadolassi, Ouaké | Visite de terrain et évaluation des documents et autres pièces administratives |
| Damè, Savalou | Visite de terrain et évaluation des documents et autres pièces administratives |
| Lagbavé, Aplahoué | Evaluation des documents et autres pièces administratives |
| Adamé, Ouinhi | Evaluation des documents et autres pièces administratives |
| Sehomi, Bopa | Visite de terrain et évaluation des documents et autres pièces administratives |
| Houédo-Wo, Adjohoun | Visite de terrain et évaluation des documents et autres pièces administratives |
| Ahomey-Ounme, Sö-Ava | Evaluation des documents et autres pièces administratives |

*Structure d’une visite de terrain type* : Lors de chacune des visites de village, un ordre établi a été respecté, organisé en deux temps :

1. le premier temps fort d’une visite de terrain a consisté à avoir une réunion avec les bénéficiaires villageois le plus souvent au centre du village (dans un préau ou une classe d’école par exemple). Le nombre de bénéficiaires présents variait entre 30 et 70. Les mots d’introduction étaient le plus souvent faits par le Responsable du Développement Rural (RDR) de la Commune et du chef de village, avant que les évaluateurs ne commencent leur enquête.
2. La réunion avec les villageois se poursuivait par une visite des installations (pour la pisciculture, l’élevage, etc.), des aménagements (des bas-fonds, des forêts communautaires, etc.), des parcelles (de plantation de cultures à cycle court, des parcelles utilisées pour la collecte des données phénologiques, etc.) sur lesquelles le projet intervient. Les pluviomètres étaient systématiquement visités sur chaque site. Les évaluateurs ont toujours pu discuter avec les villageois individuellement, sans être à aucun moment gêné dans leur travail d’évaluation.

*Les réunions avec les autorités communales* : des échanges sont souvent organisés (le plus souvent après les visites de terrain et interviews avec les villageois), avec les responsables au niveau communal impliqués dans la mise en œuvre du projet : Maires, Responsables du Développement Rural (RDR) et responsables communal pour la protection de l’environnement (ReCPN).

### Les enquêtes au niveau central

L’équipe d’évaluation à mi-parcours du PANA1 a rencontré les parties prenantes nationales du projet, à plusieurs occasions et dans des contextes différents. Ainsi, les évaluateurs ont participé, à titre d’observateurs, à une réunion du Groupe de Travail Pluridisciplinaire d’assistance Agro-météorologique (GTPA) le 14 août 2013 à Porto Novo.

Egalement, les évaluateurs ont eu des entretiens bilatéraux avec de nombreux membres du Comité de Pilotage et du Comité Technique du projet, en particulier au Ministère de l’Environnement en charge de la gestion des changements climatiques, du reboisement et de la protection des ressources naturelles et forestières et avec différentes directions techniques au Ministère de l’Agriculture, de l’Elevage et de la Pêche (MAEP).

### Les rencontres de présentation de l’aide mémoire et de validation du rapport final

Le mardi 27 août 2013, les parties prenantes locales et nationales ont été conviées à la restitution des premiers résultats de l’évaluation à mi-parcours par les consultants. Cet atelier de restitution s’est tenu à l’hôtel Sea View à Cotonou, de 9h30 à 14h30 en présence de plusieurs élus des communes d’intervention du projet, de bénéficiaires villageois, de membres des Comités de Pilotage et Technique du projet et du GTPA et des médias. L’atelier a été co-présidé par le Conseiller technique à l’Environnement et Point Focal Changements Climatiques du Gouvernement, et le Responsable de l’Unité Environnement, Energie et Développement Durable du PNUD. Il a permis de recueillir les observations des parties prenantes pour les prendre en compte dans l’élaboration du rapport final de l’évaluation. Ce dernier a été validé le 24 Décembre 2013 à l’hôtel Sun Beach de Cotonou, notamment par les membres du Comité technique du PANA1.

# Historique et contexte du PANA1

## Préparation de l’intervention

### De l’identification des projets prioritaires du PANA à la programmation de l’intervention

A l’issue d’un processus qui a duré plusieurs années, le Programme d’Action National aux fins de l’Adaptation aux changements climatiques du Bénin (PANA) a été rendu public en janvier 2008. Il a permis de définir une vingtaine d’options d’adaptation regroupées en cinq grandes propositions de projets prioritaires, dont « la mise en œuvre conduira les populations à la consolidation de leurs stratégies adaptatives et à leur amélioration au regard des possibilités offertes par les technologies modernes d’intervention ».

Cet exercice a conduit à l’élaboration d’une fiche projet dans le document PANA de 2008, comprenant un plan de financement des mesures d’adaptation jugées les plus urgentes. A partir de là, un document de projet a été rédigé à l’initiative du PNUD l’année suivante, pour contribuer au résultat 1 du PNUAD 2009-2013.

Ce document a servi de base pour la signature d’un accord de financement entre le Gouvernement béninois, le partenaire de mise en œuvre et le PNUD pour le financement et la mise en œuvre du « Programme intégré d’Adaptation pour la lutte contre les effets néfastes des changements climatiques sur la production agricole et la sécurité alimentaire au Bénin (PANA1) », premier projet d’adaptation aux changements climatiques au Bénin.

Il faut aussi rappeler que cette intervention est conforme aux effets escomptés du CPAP, puisqu’il s’agit de renforcer les capacités des structures nationales et des communautés locales en vue de la préservation de l’environnement et d’une meilleure adaptation aux changements climatiques, au travers de stratégies et de mesures d'adaptation mises en œuvre dans les zones les plus vulnérables.

Enfin, l’intervention a été préparée sur les conseils et en respectant les critères d’éligibilité du Fonds des Pays les Moins Avancés (LDCF), géré par le Fonds pour l’Environnement Mondial (GEF/C.28/18, le 12 mai 2006)

Le projet proposé a été dès son origine en rapport avec les priorités du pays en ce qui concerne l'amélioration de la sécurité alimentaire, la production agricole et la Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté (SCRP).

### Identification

A partir de ce contexte favorable, le projet a été formulé pour concentrer les actions à la réduction de la vulnérabilité des populations dans les régions agro-écologiques les plus exposées aux conséquences néfastes des changements climatiques. Les villages dans lesquels le projet intervient ont été identifiés car ils se caractérisent par des niveaux élevés de pauvreté, une dépendance à l'agriculture de subsistance et un accès difficile. Autant de facteurs qui augmentent encore la vulnérabilité des populations cibles.

La modernisation de la capacité de prévision et d’adaptation aux changements climatiques dans le secteur agricole.et la nécessité de prendre en compte les impacts des changements climatiques dans la productivité agricole au niveau des communautés ont été identifiées comme des sujets prioritaires.

### Formulation

Lors de la formulation, il a été mis en avant le besoin de renforcer les capacités de communautés de démonstration agricoles de communes ciblées pour qu’elles s’adaptent aux événements extrêmes et aux impacts des changements climatiques des quatre zones agro-écologiques les plus vulnérables du Bénin.

Les résultats attendus du projet ont été formulés autour de trois axes : i) une amélioration de la capacité de prévoir et de répondre aux changements climatiques dans le secteur agricole, ii) un moindre impact des risques climatiques sur la production agricole au niveau des communautés, iii) la capitalisation et la diffusion des expériences et des meilleures pratiques.

## Contexte politique et institutionnel

Le contexte politique et institutionnel est marqué par une situation particulière au moment de l’évaluation à mi-parcours en ce sens qu’un remaniement ministériel a eu lieu le premier jour de la mission, avec la scission de l’ancien Ministère de l'Environnement, de l'Habitat et de l'Urbanisme (MEHU) en deux ministères, d’une part un Ministère de l’Urbanisme, de l’Habitat et de l’Assainissement (MUHA), et d’autre part un Ministère de l’Environnement chargé de la gestion des changements climatiques du reboisement et de la protection des ressources naturelles et forestières (MEGCCRPRNF). C’est ce dernier ministère qui devrait rester le partenaire d’exécution du PANA1. Toutefois, les attributions des différents ministères n’étaient pas encore connues au moment de la rédaction du présent rapport. Il est vraisemblable qu’une Direction Générale sur les Changements Climatiques soit créée, avec en son sein une Direction de l’Adaptation aux Changements Climatiques.

Alors que le projet a connu au démarrage des difficultés institutionnelles dans le rôle et le positionnement des différents partenaires clés (difficultés liées notamment à la compréhension de l’interface entre l’EGP et le MEHU), il est important que le mode de fonctionnement en place depuis le printemps 2012 reste identique compte tenu de son efficacité.

# Analyse du Cadre Logique actuel

Il convient d’abord de rappeler que le PANA1 vise à renforcer les capacités des communautés agricoles pour s'adapter aux changements climatiques dans quatre (04) zones agro-écologiques vulnérables au Bénin. Le cadre logique est structuré à partir de cet objectif général, et décliné en objectifs spécifiques. La mission a analysé chaque objectif spécifique et les interventions prévues pour l’atteindre.

## Objectifs Spécifiques

### Améliorer la capacité de prévoir et de répondre aux changements climatiques dans le secteur agricole

L’un des objectifs spécifiques du projet vise à améliorer les capacités d’adaptation du Bénin dans le secteur agricole. Les interventions proposées lors de la formulation du projet, qui restent d’actualité, visent à acquérir les outils, à disposer des structures politiques et techniques dans le secteur agricole, et à mettre en place des mécanismes financiers et des stratégies – par exemple au travers de Plans de Développement de Commune – pour favoriser l’adaptation au niveau national et accroître la résilience des populations rurales aux changements climatiques. La mission estime que ces interventions peuvent permettre, dans une large mesure, d’atteindre l’objectif spécifique d’amélioration des capacités des d’adaptation dans le secteur agricole.

### Minimiser les impacts des risques climatiques sur la production agricole au niveau des communautés

Le second objectif spécifique du PANA1 est de réduire au minimum les risques pour les questions de sécurité alimentaire. Cet objectif doit être atteint en soutenant la recherche agronomique, en assurant des programmes de sensibilisation et en développant dans tout le pays des prestations de services décentralisés sur ces sujets.

L’objectif poursuivi est d’appuyer neuf communes pilotes dans leurs capacités d’adaptation, en commençant par neuf villages de démonstration au cours de la première moitié de vie du projet, et de l’étendre à neuf autres villages d’extension au cours de la seconde moitié de durée du projet. Au regard des évènements climatiques récents, cet objectif spécifique reste d’actualité et peut être atteint par les interventions envisagées et en cours de mise en œuvre.

### Capitaliser et diffuser les expériences et les meilleures pratiques

Le Bénin, au moment de la formulation du projet PANA1, ne disposait pas de mécanisme spécifique de diffusion et de partage d'informations des expériences d'adaptation.

Un des objectifs du projet est donc de parfaire la connaissance sur les mécanismes d'adaptation et diffuser ce savoir et les expériences réussies de façon systématique et à une échelle qui soit la plus large possible. Ceci requiert également une documentation systématique des processus en cours, leurs résultats, effets et impacts. Cet objectif est donc pertinent et réalisable et peut permettre de valoriser la contribution du PANA1 dans le cadre des recherches de stratégies pour faire face aux effets néfastes des changements climatiques pour le secteur agricole et la sécurité alimentaire.

## Composantes

Le projet n’est pas subdivisé de façon explicite en composantes. Mais au regard de son architecture, on identifie aisément trois (3) composantes techniques et une composantes d’administration et de gestion. La mission a procédé à l’analyse de l’ensemble des produits ou résultats dont la réalisation concourt à rendre visible le ou les objectif(s) spécifique(s) de chaque composante.

### Composante 1 : Amélioration de la capacité de prévision et de réponse aux changements climatiques dans le secteur agricole

Les produits attendus pour la Composante 1 sont les suivants :

* Produit 1.1 : Les plans de développement local et national, les stratégies sectorielles (Plans de Développement de Commune, PRSP/PSRSA, Stratégie Agricole) ont intégré la résilience aux changements climatiques et comportent des actions visant les risques liés aux changements climatiques
* Produit 1.2 : Les communes et les budgets du secteur agricole décentralisé et national incorporent des allocations pour la prévention et la gestion de risques et les impacts des changements climatiques et de la variabilité
* Produit 1.3 : La stratégie nationale de prestation de services agro-météorologiques utiles aux agriculteurs locaux est mise en œuvre
* Produit 1.4 : Les programmes de formation de services techniques (au niveau national, départemental, communal et local, par la DICAF) prennent en compte les risques des changements climatiques et les composantes de la prévision météorologique.
* Produit 1.5 : La carte de vulnérabilité des changements climatiques et les cartes des risques pour le secteur agricole (la récolte et le bétail) sont développées pour 4 zones agro-écologiques.

La revue de ces produits/résultats permet de conclure qu’ils sont à même de conduire à une modernisation de la capacité de prévision et de réponse aux changements climatiques dans le secteur agricole et qu’ils renforcent la cohérence de la composante.

### Composante 2 : Réduction de l’impact des risques climatiques sur la production agricole au niveau des communautés

Quatre produits sont attendus pour la composante 2 :

* Produit 2.1 : Neuf communes pilotes (représentant 4 zones agro-écologiques) ont des plans annuels d’adaptation et des capacités d’appui
* Produit 2.2 : Neuf villages de démonstration ont renforcé leurs capacités d’adaptation
* Produit 2.3 : Les méthodes adaptées pour la résilience aux changements climatiques (la culture, la production animale, la pêche) sont testées dans neuf villages de démonstration et sont reproduites dans les villages d’extension
* Produit 2.4 : Les réseaux pour la production et la diffusion de variétés résistantes au climat et à cycle court sont mis en place et fonctionnent dans les 4 zones agro-écologiques.

L’analyse de ces produits, permet de dire que cette composante reste dans la logique d’expérimentation (projet pilote) du PANA1. A ce titre, la mission estime que ces produits/résultats induiront à coup sur une réduction de l’impact des risques climatiques sur la production agricole au niveau des communautés. Ils s’inscrivent également dans les limites de ce qui peut être espéré d’une initiative de développement participatif de technologies adaptées à l’échelle des villages concernés.

### Composante 3 : Capitalisation et diffusion des expériences et meilleures pratiques

Les produits prévus dans le document de projet pour cette composante sont les suivants :

* Produit 3.1 : La communication et la stratégie de sensibilisation sont mis en œuvre.
* Produit 3.2 : Un site internet est développé et mis à jour pour diffuser les informations du projet.
* Produit 3.3 : Les expériences réussies du PANA1 sont documentées et diffusées par différents moyens écrits, radiophoniques et/ou télévisuels.

Tels que conçus, ces produits permettent d’atteindre différentes cibles notamment les communautés. Pour cela, les moyens radiophoniques et télévisuels prévus doivent aussi s’appuyer sur les langues locales pour avoir plus d’impacts.

### Composante 4 : Organisation et gestion du projet

Les deux produits de cette composante relative à l’organisation et à la gestion du PANA1 sont énumérés ci-dessous:

* Produit 4.1 : Le PANA 1 est bien organisé.
* Produit 4.2 : Le PANA1 est bien géré aux plans technique et financier.

Au regard du rôle facilitation et d’interface entre les structures partenaires de mise en œuvre et les communautés bénéficiaires que joue la coordination du PANA1, la visibilité de la bonne organisation des activités avec les comités et de la bonne gestion des ressources aux plans techniques et financiers[[3]](#footnote-3) paraissent adéquates.

## Indicateurs et risques supposés

### La reformulation des indicateurs

Le cadre des indicateurs de projet proposé suit l’exemple du PNUD et du S&E en ce qui concerne l'adaptation. Il est conforme à la structure indicatrice du thème 1 sur la sécurité alimentaire et l'agriculture. Des indicateurs au niveau des objectifs et des résultats sont spécifiés. Le cadre des résultats du projet élabore plus loin la réalisation des indicateurs.

Les indicateurs, tels que formulés dans la version originale du document de projet, sont dans l’ensemble bien formulés, mais la traduction a induit des biais qui ne permettent pas une opérationnalisation adéquate. L’équipe du projet s’en est rendu compte et a organisé un atelier de retraduction des indicateurs qui s’est déroulé les 26 et 27 février 2013 à Porto Novo. Le résultat de cette retraduction est présenté ci-dessous.

Tableau 2 : Indicateurs initiaux et retraduits

|  |  |
| --- | --- |
| Indicateur initial | Le changement de pourcentage dans la vulnérabilité agricole (incl. l'agriculture et l’élevage), la pêche et les secteurs de sécurité alimentaire de risque de climat via l’étude de base de perception (VRA). |
| Indicateur retraduit | Taux de vulnérabilité des populations (agriculteurs, éleveurs et pêcheurs) aux risques climatiques dans le secteur agricole |
| Résultat 1 : la capacité pour prévoir et répondre au changement climatique du secteur agricole modernisé | |
| Indicateur R1 initial | Nombre de programmes et des politiques de développement relatifs à l’agriculture/pêche, incorporant des risques de changements climatiques. |
| Indicateur R1 retraduit | Nombre de politiques, plans et programme de développement relatifs à l’agriculture, à l’élevage et à la pêche intégrant les risques de changement climatique dans leurs objectifs. |
| Résultat 2 initial : le risque des impacts provoqués par le climat sur la productivité agricole : productivité réduit | |
| Résultat 2 retraduit : l’impact des risques climatiques sur l’agriculture est réduit | |
| Indicateur R21 initial | Nombre d’agriculteurs (y compris les éleveurs) et de pêcheurs engagés dans des activités de renforcement de capacité pour la gestion des risques de changement de climat |
| Indicateur R21 retraduit | Nombre de producteurs (agriculteurs, éleveurs et pêcheurs) engagés dans des activités d’adaptation pour réduire les risques liés aux changements climatiques |
| Indicateur R22 initial | Le changement de pourcentage de capacité adaptative dans les villages de démonstration |
| Indicateur R22 retraduit | Pourcentage de producteurs ayant développé des capacités d’adaptation aux risques climatiques dans les villages de démonstration |
| Résultat 3 initial : les expériences et les meilleures pratiques d'activités pilotes, des initiatives de renforcement de capacité et le changement de la politique de vulgarisation | |
| Résultat 3 retraduit : les leçons apprises et les bonnes pratiques issues des activités pilotes, des initiatives de développement des capacités et des changements de politique sont disséminées | |
| Indicateur initial | Nombre d’expériences codifiées et touchant à tous les trois résultats de projet |
| Indicateur retraduit | Nombre de leçons apprises et de bonnes pratiques codifiées et disséminées |

### Une nécessaire prudence lors de l’interprétation des indicateurs

Dans l’ensemble, le souci de retraduction des indicateurs est pertinent. Les résultats issus de l’atelier de retraduction sont également satisfaisants par le fait qu’ils font apparaître clairement tous les aspects à prendre en compte pour mesurer efficacement les progrès réalisés grâce aux appuis du PANA1. Néanmoins, certaines formulations méritent encore des améliorations. Par exemple le 2ème indicateur du Résultat 2 est défini par le ratio :

*[Nombre de producteurs ayant mis en œuvre des mesures d’adaptation aux risques climatiques] / [Nombre total de producteurs formés et accompagnés]*

Ce ratio permet d’obtenir le pourcentage des producteurs ayant développé des capacités d’adaptation aux risques climatiques dans les villages de démonstration. Cette valeur calculée renseigne sur le taux d’application des mesures par rapport aux producteurs formés et accompagnés mais ces derniers ne représentent qu’une portion de la population des villages bénéficiaires. En d’autres termes, il faut être prudent de ne pas systématiquement assimiler les producteurs formés et accompagnés à l’ensemble de la population de chaque village bénéficiaire. Parallèlement au taux d’application, il peut aussi être intéressant de calculer le taux de pratiques des mesures par rapport à l’effectif de chaque village. Cela donne une meilleure idée de l’impact du projet. On peut aussi s’intéresser au taux d’adoption mais plus tard.

## Hypothèses

### Confrontation des hypothèses lors de la conception du projet et des risques

Au moment de la conception du projet, plusieurs postulats ont été affirmés. Ainsi, il est supposé :

* Les communes pilotes et d'autres acceptent de s’impliquer dans le projet et de prendre la responsabilité de son exécution ;
* Les mesures efficaces d'adaptation soient reproduites ;
* Les capacités d'adaptation appropriées sont mises en place pour s’assurer du caractère durable des activités du projet au-delà du temps prévu.

Ces hypothèses ont toutefois été formulées en tenant compte du fait qu’il pourrait y avoir quelques problèmes à ces niveaux. Ainsi le document de projet comprend-il une analyse des risques.

L'Annexe 1 du document de projet énumérait les risques potentiels du projet. L’évaluation à mi-parcours a été l’occasion d’étudier la situation, depuis les risques identifiés dans le PIF (voir ci-dessous) aux risques nouvellement identifiés. Les facteurs de risques complémentaires sont inclus dans la section des handicaps énumérés et sont généralement représentés par les risques indiqués au dessous. La plupart des risques sont de nature organisationnelle (c'est-à-dire liés aux capacités institutionnelles et individuelles de la structure de service public, en termes d'adaptation). En résumé, les dix risques clefs suivants ont été identifiés :

1. l’insuffisance des ressources humaines qualifiées (risques organisationnels)

2. Les coûts des technologies d'adaptation et la maintenance (risques financiers)

3. L’appropriation des technologies d’adaptation par les communautés (risques organisationnels)

4. La résistance culturelle et sociale (risques organisationnels)

5. Les retards dans le calendrier des décaissements et la lenteur administrative (risques financiers)

6. L’apparition de catastrophes naturelles extrêmes : tempêtes, inondation, grande sécheresse (risques environnementaux)

7. La faiblesse de la capacité d'exécution et/ou institutionnelle (risques organisationnels)

8. La mise en œuvre des arrangements dépendant des capacités institutionnelles (risques organisationnels)

9. Le manque d'engagement du Gouvernement du Bénin (risques politiques)

10. Des désaccords dans la vision stratégique, la planification et la communication (risques stratégiques)

### Une continuelle gestion des risques

Les mesures de réduction de chaque risque énoncé précédemment sont spécifiées dans la rubrique sur les Risques (Annexe 1) et il apparaît qu’ils ont été adressés lors de la conception du projet.

S’agissant de la gestion des risques dans la mise en œuvre du PANA1, la mission d’évaluation à mi-parcours a pu se rendre compte du niveau de mise en œuvre des mesures de réduction des risques identifiées.

L’équipe du projet fait un suivi de ces risques et rend compte de leurs niveaux dans les rapports élaborés périodiquement. La mission encourage cette disposition

# Mise en œuvre et réalisations

## Composantes 1 – Amélioration de la capacité de prévision et de réponse aux changements climatiques dans le secteur agricole

### Etat d’avancement

#### Produit 1.1 : Les plans de développement local et national, les stratégies sectorielles (c'est-à-dire des Plans de Développement de Commune, PRSP, PSRSA, la Stratégie Agricoles) sont résilients et adressent les risques liés aux changements climatiques

Des cinq activités prévues pour réaliser ce produit, trois sont mises en œuvre et en cours de réalisation. Elles ont permis l’élaboration d’une stratégie pour la prise en compte de l’adaptation aux changements climatiques dans les planifications locales et l’organisation des premières formations sur la stratégie.

Mais des défis restent à relever par rapport à l’élaboration de la stratégie pour l’intégration des changements climatiques dans les documents de planification au niveau national. Les progrès par rapport à ce produit sont moyens et certaines activités relatives aux outils de suivi évaluation sont encore au stade de la préparation (Voir Matrice des activités et réalisations du PANA1 en annexe).

#### Produit 1.2 : Les Communes et les budgets du secteur agricole décentralisé et national incorporent des allocations pour la prévention et la gestion de risques et les impacts des changements climatiques et de la variabilité

La réalisation de ce produit est bloquée par la non identification d’une équipe d’experts pour développer la méthodologie d'évaluation des besoins financiers en matière d’adaptation et la méthode de prise en compte des dépenses dans les prévisions budgétaires au niveau des communes, au niveau national et décentralisé aussi bien que le secteur privé et la coopération de bailleurs de fonds. Toutes les activités prévues dans ce cadre sont donc en attente.

La volonté d’avancer sur ce dossier a été abordée avec l’équipe de coordination et il est possible qu’une équipe d’experts soit identifiée prochainement conformément aux termes de référence existants.

#### Produit 1.3 : La stratégie nationale de prestation de services agro-météorologiques efficaces aux agriculteurs locaux est mise en œuvre

Sur les sept activités planifiées dans le cadre du produit 1.3, les deux suivantes ont connu un niveau d’évolution assez appréciable. Il s’agit de i) l’amélioration du réseau de stations agro-météorologiques dans des secteurs pilotes du projet et de ii) la formation d’une équipe de travail multidisciplinaire permanente sur l’agro-météorologie, conduite par le MAEP avec les représentations communales et nationales. Ces activités connaissent une bonne dynamique d’évolution.

En revanche, l’étude relative à l’évaluation des besoins agro-météorologiques en information et les capacités actuelles au niveau local et national a connu des retards. Cette étude a finalement été confiée à la DICAF.

#### Produit 1.4 : Les Programmes de formation des services techniques (au niveau national, départemental, communal et local) prennent en compte les risques des changements climatiques et les composantes de la prévision météorologique

Les activités d’élaboration des modules de formation prenant en compte les risques des changements climatiques et les composantes de la prévision météorologique sont très avancées.

#### Produit 1.5 : La carte de vulnérabilité des changements climatiques et des cartes des risques pour le secteur agricole (la récolte et le bétail) sont développées pour 4 zones agro-écologiques

Aucune des cinq activités planifiées au sein du produit 1.5 relatif à la production de la carte de vulnérabilité des changements climatiques et des cartes des risques pour le secteur agricole n’ont pas été programmées pour la phase de démonstration du PANA1 et toutes sont donc en attente pour la phase d’extension.

### Indicateurs

L’existence d’un document de stratégie pour la prise en compte de l’adaptation aux changements climatiques dans les planifications locales et les rapports des premières activités de formation sont les indicateurs de résultats disponibles par rapport à l’élaboration de plans (locaux et nationaux) et de stratégies sectoriellesrésilients et qui visent les risques liés aux changements climatiques

Le renforcement du réseau de stations agro-météorologique dans des secteurs pilote du projet par des pluviomètres et la formation de 18 observateurs pluviométriques sur l’ensemble des sites constituent également des indicateurs de performance de la Composante 1.

Enfin, l’élaboration du bulletin d’informations agro-météorologiques « PANA1-AGROMET INFO » n°001 de juin 2013, n°002 de juillet 2013 et puis bientôt les n°003 d’août 2013 et n°004 de septembre 2013 en édition constitue un indicateur de performance très positif et très apprécié par les acteurs au point que des souhaits de voir ce bulletin d’information traduits en langues locales ont été émis par certains acteurs rencontrés au cours de la mission d’évaluation.

### Difficultés

La faible capacité de certaines institutions publiques impliquées dans le projet au regard de leur mission au plan national constitue la principale difficulté qui a freiné l’évolution des processus amorcés par la coordination du PANA1 pour doter le Bénin d’une stratégie nationale pour la prise en compte de l’adaptation aux changements climatiques dans les planifications nationales.

La décision de retirer l’étude d’élaboration d’une stratégie pour la prise en compte de l’adaptation aux CC dans les plans/stratégies en matière de production agricole et de sécurité alimentaire à la DPP/MAEP paraît adéquate. En effet, cette dernière n’a pas pu proposer une méthodologie appropriée à soumettre à la validation par le Comité Technique après deux ans.

En outre la difficulté d’identifier une structure technique publique pouvant aider à élaborer la méthodologie d’évaluation des besoins financiers pour l’adaptation aux changements climatiques et des coûts d’adaptation dans les budgets nationaux et décentralisés continue de constituer un blocage à l’atteinte de certains objectifs de la présente composante.

### Recommandations

Les instances de gestion du PANA1 doivent accompagner la structure du Programme Analyse de la Politique Agricole (PAPA) de l’Institut National de Recherche Agronomique du Bénin (INRAB) pour une accélération du processus de réalisation de l’étude relative à l’élaboration d’une stratégie nationale pour « l’élaboration d’une stratégie pour la prise en compte de l’adaptation aux changements climatiques dans les plans/stratégies au niveau national en matière de production agricole et de sécurité alimentaire ».

Par ailleurs, il est souhaitable de mettre en place une équipe d’experts nationaux pour réaliser l’activité d’élaboration de la méthodologie d’évaluation des besoins financiers pour l’adaptation aux changements climatiques et des coûts d’adaptation dans les budgets nationaux et décentralisés avec l’assistance d’un expert international disposant de solides expériences en matière économique.

## Composantes 2 – Réduction de l’impact des risques climatiques sur la production agricole au niveau des communautés

### Etat d’avancement

#### Produit 2.1 : Neuf communes pilotes (représentant 4 zones agro-écologiques) dotées de plans annuels d’adaptation et des capacités d’appui à l’adaptation

Les activités prévues ont connu un niveau avancé de réalisation dans l’ensemble des communes d’intervention bien qu’il reste encore quelques études à réaliser.

#### Produit 2.2 : Neuf villages de démonstration renforcés en termes de capacités d’adaptation

Des quatre activités planifiées dans le cadre de la réalisation du produit 2.2, deux ont fait l’objet de programmation pour la phase de démonstration et ont toutes connu un bon niveau de mise en œuvre.

#### Produit 2.3 : Les méthodes adaptées pour la résilience aux changements climatiques (production végétale, animale et piscicole) sont testées dans neuf villages de démonstration et reproduites

La principale activité relative à ce produit est en cours de mise en œuvre avec les structures partenaires publiques telles que la Faculté des Sciences Agronomiques de l’Université d’Abomey-Calavi (FSA/UAC), la Direction de l’Elevage (D/Elevage) et la Direction des Pêches (D/Pêches). Il s’agit notamment des activités de recherche action pour lesquelles des partenariats ont été signés avec ces structures.

#### Produit 2.4 : Les réseaux pour la production et la diffusion de variétés résistantes au climat et à cycle court mis en place et fonctionnels dans les 4 zones agro-écologiques

Des quatre activités planifiées pour ce produit, deux ont été programmées pour la phase de démonstration, et sont en cours de réalisation. Il s’agit des mêmes activités de recherche action portant sur la mutualisation des moyens pour l’acquisition des intrants et matières premières pour la production, le stockage et la mise en marché collective des produits à cycle court.

### Indicateurs

Les plans annuels d’adaptation par commune ont été élaborés depuis 2011 et les réalisations physiques du PANA1 en termes de renforcement des capacités d’adaptation des 9 villages de démonstration sont visibles sur le terrain.

La mission a pu voir également les parcelles d’essais installées dans le cadre des travaux de recherche action convenus avec la Faculté des Sciences Agronomique de l’Université d’Abomey-Calavi.

### Difficultés

Les principales difficultés de mise en œuvre de la composante 2 du PANA1 sont les suivantes :

* Appropriation moyenne des rôles et responsabilités des membres des CCCT ;
* Mission mal comprise par le consultant indépendant en charge de l’étude au début ayant occasionné du retard ;
* Capacité insuffisante de certaines structures partenaires publiques à mener les études ;
* Appropriation insuffisante des outils de gestion financière du projet et de rapportage par les partenaires publiques ;
* Installation tardive des plants forestiers et agro-forestiers dans les parcelles agricoles et les plantations ;
* Retard de démarrage des activités de recherche action.

### Recommandations

La mission recommande de veiller à ce que toutes les études soient assorties de plans de renforcement des capacités qui constituent les finalités de l’activité 2.1.5.

Elle recommande en outre, le renforcement des capacités aussi bien des structures partenaires que celles des membres des CCCT par rapport aux procédures de gestion du projet et aux outils de suivi évaluation et de rapportage.

## Composantes 3 – Capitalisation et diffusion des expériences et meilleures pratiques

### Etat d’avancement

#### Produit 3.1 : Une Stratégie de Communication et de Sensibilisation (SCS) élaborée et mise en œuvre

Avec l’identification des besoins d’information et de communication de groupes cibles et l’élaboration d’une stratégie de communication pour renforcer les capacités d’adaptation aux changements climatiques sur la production agricole et la sécurité alimentaire au Bénin, cette composante a connu un début de mise en œuvre, qui reste toutefois timide.

La mise en œuvre de la stratégie de communication et son suivi-évaluation, qui sont les finalités de cette activité, ne sont pas encore réalisés.

#### Produit 3.2 : Un site Web développé et régulièrement mis en place

La mise en œuvre des quatre activités planifiées dans le document du projet pour l’obtention de ce produit n’a pas été programmée pour la phase de démonstration objet de la présente évaluation à mi-parcours. Elles n’ont donc pas été évaluées en termes de progrès réalisé.

#### Produit 3.3 : Les expériences du projet documentées et diffusées

Tout comme pour le produit 3.2, la mise en œuvre des six activités planifiées dans le document du projet pour l’obtention de ce produit n’a pas été programmée pour la phase de démonstration objet de la présente évaluation à mi-parcours. Elles aussi n’ont donc pas été évaluées en termes de progrès réalisé.

Il faut cependant faire le constat que ceci est une erreur de programmation car la documentation des expériences du projet aurait pu être une approche systématique couvrant l’ensemble des processus, des résultats, effets et impacts des deux phases du projet (phase de démonstration et phase d’extension)**.**

### Indicateurs

Le document du plan de communication pour renforcer les capacités d’adaptation aux changements climatiques sur la production agricole et la sécurité alimentaire au Bénin constitue le principal indicateur de progrès de cette composante.

### Difficultés

Une défaillance importante caractérise cette composante du PANA1 qui aurait dû bénéficier de plus d’attention du Comité Technique dans le sens de l’identification des utilisations futures qui pourraient être faites des expériences acquises à travers les différents processus initiés dans le projet. Les besoins en information identifiés devraient faire l’objet de la mise en place d’un dispositif de collecte systématique aux fins des analyses et utilisations futures.

### Recommandations

La coordination nationale du projet avec l’appui du Comité de Pilotage devra veiller à la mise en place d’un système de suivi-évaluation efficace devant générer les données nécessaire à la capitalisation et la diffusion des expériences et meilleures pratiques du PANA1. A cet effet, les capacités de l’équipe actuelle de mise en œuvre du projet devront être renforcées tant au plan humain que matériel. De façon spécifique la mission recommande la formation de l’équipe du projet sur la gestion axée sur les résultats (GAR) et la mise en œuvre effective des outils.

## Composantes 4 – Organisation et gestion du projet

### Etat d’avancement

#### Produit 4.1 : La gestion du projet assurée

Les activités permettant de rendre visible la gestion du PANA1 sont les suivantes :

* Planification des activités du projet (PTA\_2011, PTA\_2012 et PTA\_2013) régulièrement déclinées en programmes mensuels ;
* Mise en œuvre des activités du projet conformément aux plans de travail annuels validés ;
* Contrôle régulier de la mise en œuvre des activités du projet matérialisé par divers rapports de mission de terrain ;
* Renforcement des capacités de l’équipe de gestion du projet sur les outils de gestion financière et de rapportage sur l’intégration des changements climatiques dans les plans de développement, etc. ;
* Appui au fonctionnement régulier des structures de gestion du projet, à savoir le Comité Technique, le Comité de Pilotage, le Groupe de Travail Pluridisciplinaire d’assistance Agro-météorologique (GTPA), et les Comités Communaux de Coordination Technique (CCCT) ;
* Appui au fonctionnement régulier du bureau, siège de la coordination du PANA1.

#### Produit 4.2 : Le suivi évaluation du projet assuré

Par rapport au suivi-évaluation, les activités permettant de le rendre visible au niveau du PANA1 sont les suivantes :

* Organisation de l’atelier de reformulation des indicateurs du cadre logique ;
* Organisation régulière des sessions des structures de gestion du projet (Comité Technique, Comité de Pilotage et le Groupe de Travail Pluridisciplinaire d’assistance Agro-météorologique (GTPA), les Comités Communaux de Coordination Technique (CCCT)) ;
* Participation régulière aux revues trimestrielles des projets et programmes de l’Unité Environnement. C’est un mécanisme de suivi-évaluation trimestriel des projets et programmes du Ministère mais sous financement du PNUD. L’objectif principal de cette revue est d’analyser et d’évaluer les progrès réalisés, les difficultés rencontrées, les leçons apprises et les bonnes pratiques recensées lors de l’exécution de ces différents projets et programmes au cours d’un trimestre ;
* Participation aux revues des Plans de Travail Annuel du Ministère en charge du projet ;
* Réalisation de l’évaluation et de la revue à mi-parcours.

### Indicateurs

La production régulière des différents documents de planification et de rapport de mise en œuvre du projet constituent les principaux indicateurs de l’efficacité de l’équipe de coordination du projet.

### Difficultés

Les principales difficultés relevées par la mission au niveau de l’organisation et la gestion du PANA1 concernent globalement les retards de démarrage des processus partiellement liés à l’insuffisance de personnel et à l’approche institutionnelle de mise en œuvre du projet parfois caractérisée par des lourdeurs administratives. Ceci est désormais surmonté.

L’absence d’un système de suivi - évaluation efficace des processus, des résultats, effets et impacts du projet n’est pas favorable à la capitalisation des expériences conduites au cours de la phase de démonstration du PANA1.

### Recommandations

Par rapport à l’organisation et la gestion du PANA1, la mission recommande la mise en place dans les meilleurs délais d’un système de suivi-évaluation systématique de l’ensemble des processus en cours dans le projet dans le sens de la documentation de leurs résultats, effets et impacts.

# Evaluation

## Critères de base

### Pertinence et cohérence

La pertinence examine l'adéquation entre les objectifs du projet et les spécificités de la situation sur laquelle il se propose d'agir (les éléments du contexte de l'action). Elle s’étend à la cohérence avec les éléments du contexte. De ce point de vue, la mission d’évaluation à mi-parcours a été l’occasion de regarder ces aspects décrits ci-après.

#### Pertinence au regard des préoccupations des groupes cibles à la base

Les études diagnostiques réalisées dans le cadre de la formulation du PANA1 et au démarrage du projet ont révélé que les risques climatiques objets du projet sont des préoccupations importantes. Les populations des zones d’intervention du projet subissent les impacts des risques climatiques et il est impérieux de leur apporter les moyens de s’adapter et d’acquérir une capacité de résilience face à ces phénomènes de plus en plus récurrents. Ceci a nettement été confirmé lors des visites de terrain au cours de l’évaluation à mi-parcours. Dans le village de Houêdo-Wo par exemple, les inondations exceptionnelles survenues vers la fin de la saison agricole 2012 n’ont pas permis de faire de récolte du maïs, principal produit de consommation des populations. Toujours dans ce village, les vents violents ont décoiffé des maisons restées toujours sans toiture au moment où la mission d’évaluation leur rendait visite. Dans tous les villages visités, les indices des effets néfastes des risques climatiques sont visibles.

#### Pertinence du PANA1 : cohérence avec les politiques et stratégies nationales

Le document de projet, aussi appelé ProDoc du PANA1 est cohérent avec les documents de politique et les stratégies nationales en cours au moment de son élaboration. Cette cohérence a été vérifiée et jugée satisfaisante lors de l’évaluation à mi-parcours. Il importe néanmoins que les futurs documents de politiques soient plus explicites sur la manière dont ils prennent en compte les risques liés aux changements climatiques car en dehors du document de référence au Bénin sur l’adaptation aux changements climatiques – le PANA – élaboré en 2008, les autres documents de politique et de stratégie nationale (PSRSA, SCRP 2 et 3) n’affichent pas de façon claire des orientations stratégiques pour faire face aux risques des changements climatiques.

Cela serait d’autant bien perçu par le projet qu’il est envisagé l’élaboration d’une stratégie d’intégration de l’Adaptation aux Changements Climatiques (ACC) dans les documents de politique au niveau national. C’est à cet effet que le PTA 2013 du PANA1 prévoit de « développer et mettre en œuvre, la stratégie d'amélioration des outils d’adaptation pour le PDC, en élaborant le budget pour une large application au niveau nationale ».

#### Pertinence du PANA1 : cohérence avec les politiques et stratégies des partenaires financiers (PNUD et FEM)

La cohérence du PANA1 avec les politiques et la stratégie du Fonds pour l’Environnement Mondial (FEM) est évidente car les préoccupations ciblées par le PANA1 sont la raison même d’être de ce mécanisme mondial de financement qu’est le FEM. Pour le second partenaire financier, le PNUD, le document cadre signé entre cette institution des Nations Unies et le Gouvernement du Bénin (CPAP) prévoit le développement et la mise en œuvre de stratégies d’adaptation et des mesures d’atténuation des changements climatiques dans les zones les plus vulnérables.

Il ressort donc que le PANA1 est cohérent avec les politiques et la stratégie des partenaires financiers qui ont d’ailleurs pris soin de vérifier cette cohérence avant son financement.

#### Pertinence des indicateurs de suivi et évaluation du PANA1 pour rendre compte de l’efficacité des actions conduites

Les indicateurs de suivi-évaluation retenus dans le document de base du PANA1 sont en général pertinents. Dans le cadre de la mise en œuvre du projet, ils ont fait l’objet de retraduction pour les rendre plus opérationnels.

#### Pertinence au regard du contexte national actuel

Au regard de l’évolution du contexte national, le contexte de l’évaluation, à mi-parcours a mis en lumière la pertinence du PANA1 au travers de plusieurs exemples factuels.

Durant la période de cette évaluation à mi parcours : des signes visibles de manifestation des préoccupations du gouvernement sur l’ampleur des risques des changements climatiques ont été notés. Un exemple en est la création d’un Ministère de l’Environnement Chargé de la Gestion des Changements Climatiques, du Reboisement et de la Protection des Ressources Naturelles et Forestières (MECGCCRPRNF).

### Efficience

#### L’efficience s'intéresse à l'optimisation des moyens mobilisés par le projet, et donc en général, aux rapports coûts/efficacité des réalisations (infrastructures ou services), et revient à comparer les résultats obtenus avec les moyens mis en œuvre (moyens financiers, humains et matériels).

#### Recherche de l’efficience par le choix du moins disant

#### [La recherche d’efficience est en vigueur à travers l’application quasi systématique du principe du moins disant dans le choix des prestataires de services ou des fournisseurs de biens et équipements tant au niveau des Communes qu’au niveau de la coordination du projet. Dans le même temps, la qualité des biens et des services acquis est jugée bonne et est garantie.

#### Un autre principe d’efficience en vigueur au niveau du projet est le déplacement collectif des participants aux ateliers de travail en bus. Ceci permet de réduire de façon considérable les coûts d’organisation de ces activités et de limiter l’empreinte carbone de ces mêmes déplacements.

#### Efficience dans la coordination du projet

#### [Par rapport à la gestion du projet, l’équipe est composée essentiellement d’un coordonnateur, d’un responsable de suivi évaluation, d’un gestionnaire administratif et financier et d’un assistant financier régional appuyé par un personnel de soutien. Cela réduit également les charges fixes pour la mise en œuvre du projet.

#### Il faut cependant noter que le projet a besoin de plus de moyens humains compétents et de matériel roulant pour assurer le suivi régulier des activités sur le terrain sans bloquer le fonctionnement courant de la coordination (le seul véhicule affecté à la coordination est insuffisant pour les besoins de déplacement sur le terrain).

### Efficacité

#### Evaluation de l’efficacité à la lecture du PTA

La plupart des activités prévues sont opérationnalisées et en cours de mise en œuvre. Le Plan de Travail Annuel (PTA) intègre bien les besoins des communautés bénéficiaires contenus dans leurs plans annuels d’actions adaptatives auto-identifiées. Le caractère de « démonstration » des appuis du projet dans les premiers villages bénéficiaires fait que l’accompagnement apporté couvre toutes les étapes indispensables à l’obtention des résultats afin de convaincre les bénéficiaires sur leur efficacité.

#### Des retards au démarrage de certaines activités en cours de rattrapage

On note un retard de démarrage de certaines activités par rapport aux périodes les plus indiquées pour les réaliser. Quelques fois il en résulte des défis difficiles à relever notamment au niveau de certains villages (par exemple, pour la plantation de reboisement à Kadolassi dans la Commune de Ouaké où les bénéficiaires sont soumis à la rude épreuve de protection des plants contre les animaux transhumants et la sévérité de la saison sèche qui laisse très peu de chance de survie aux plants mis en terre). Il faut reconnaître que certains retards ne sont pas le seul fait de l’EGP ou des Communes, mais de circonstances particulières de mise en œuvre du projet sur le terrain.

#### Evaluation de l’efficacité dans la mobilisation des ressources

L’analyse de l’efficacité couvre aussi la question de la mobilisation dans les délais des ressources (humaines, matérielles et financières). Il ressort que des efforts louables ont été faits par les PTF (PNUD et FEM) dont les taux de contributions tournent autour de 40% à juin 2013 comme le montre le tableau ci-dessous (les montants sont exprimés en USD).

Tableau 3 : Budgets prévu et mobilisé

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Budget FEM** | **Budget de 5 ans** | **Total dépense 2010** | **Total dépense 2011** | **Budget 2012 révisé** | **Total dép. cumulée** | **Consommation Juin 2013** | **Dép. totale cumulée 30 Juin 2013** | **Solde au 30 Juin 2013** | **% Consommé** |
| Prod1/Act 2 | 500 650 | 794,01 | 66 784,28 | 70 800 | 138 378,29 |  |  |  |  |
| Prod 2/Act 3 | 2 288 050 | - | 182 604,67 | 322 250 | 460 827,67 |  |  |  |  |
| Prod 3/Act 4 | 330 650 | - | 9 438,88 | 27 600 | 37 038,88 |  |  |  |  |
| Gest Projet/Act | 290 650 | 1157,82 | 73 495,34 | 161 501 | 238 154,16 |  |  |  |  |
| **TOTAL** | **3 410 000** | **1951,83** | **332 323,17** | **584 151** | **874 399** | **500 395** | **1 374 794** | **2 035 206** | **40,32%** |
| **BUDGET PNUD** | **500 000** | **NA** | **36 797** | **100 000** | **136 797** | **58 554** | **195 351** | **304 649** | **39,07%** |

Par conséquent, au plan financier, les taux de réalisations étaient de 10% à fin 2011 et 25% à fin 2012. En juin 2013 le taux de réalisation financière était de 40,32%. Ceci montre une bonne progression au regard du retard initial.

La contribution du Gouvernement béninois augmente graduellement d’année en année mais reste néanmoins largement en deçà de l’engagement. En effet, sur un engagement annuel de 85 millions de FCFA par an (soit 425 Millions FCFA sur 5 ans), les fonds libérés et consommés sur la contribution du Gouvernement se présentent comme suit (montants exprimés en FCFA).

Tableau 4 : Contribution et fonds libérés au niveau national

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Budget total sur 5 ans** |  | **2011** | **2012** | **Juin 2013** | **TOTAL** | **%** |
| 425 000 000 | Fonds libéré | 1 900 000 | 10 000 000 | 50 000 000 | 61 900 000 | 14,56% |
| Fonds consommé | 1 300 000 | 7 000 000 | 25 000 000 | 33 300 000 | 7,83% |

Il se dégage ainsi deux niveaux de problèmes par rapport à la contribution du Gouvernement béninois : (i) la libération des fonds du budget national vers la structure de mise en œuvre du projet n’est que de 14,56% par rapport à la contrepartie du Gouvernement, et (ii) le décaissement pour la consommation des fonds mis à la disposition du projet est de 53,80% du fonds libéré. La consommation de la contrepartie n’est donc que de 7,83% de l’engagement financier du Gouvernement. Les difficultés de consommation des contributions du Gouvernement sont principalement liées aux procédures administratives de décaissement des fonds.

#### Le cofinancement innovant et remarquable par les Mairies en passe de réussir

La contribution financière des Mairies à la mise en œuvre du PANA1 est une innovation et un défi. Ce dispositif s’avère efficace, même si dans certains cas, les engagements pris apparaissent très ambitieux et méritent d’être rediscutés. Des efforts très importants et exemplaires sont faits par les Mairies : 7 sur 9 ont libéré une contribution financière.

Les engagements pris varient énormément d’une commune à une autre. Ainsi So Ava par exemple s’est engagé pour 2 500 000 FCFA tandis qu’Aplahoué s’est engagé pour une contribution de 75 000 000 FCFA (soit 30 fois l’engagement de So Ava). En dehors de cette commune et d’Adjohoun (50 000 000 FCFA), les engagements pris par les autres communes s’élèvent au maximum à 12 500 000 FCFA. L’évolution du paiement des engagements financiers pris par les Mairies révèle des difficultés qui s’expliquent par les stratégies utilisées pour le paiement. Au moment où certaines communes recourent à des fonds propres pour honorer leur engagement, d’autres recourent au Fonds d’Appui au Développement des Commune (FADEC).

Le constat à mi-parcours est que la Commune de Malanville a libéré totalement son engagement de 3 000 000 FCFA dès le démarrage du projet en 2011. Adjohoun a payé 3 000 000 FCFA en 2012 et il lui reste 47 000 000 FCFA à payer, et certaines des autres communes ont libéré partiellement leur engagement en 2013. Il reste néanmoins 2 communes (So Ava et Aplahoué) qui n’ont pas pu encore libérer une partie de leur engagement financier par rapport au projet. Parmi ces deux communes se retrouve curieusement celle qui s’est engagé pour le montant le plus élevé (75 000 000 FCFA) et celle qui a promis le plus faible montant (2 500 000 FCFA). Ceci pose le problème de l’harmonisation ou d’arbitrages futurs quant aux niveaux de contribution et aux stratégies pour les honorer.

#### Un effort important des bénéficiaires, source d’efficacité accrue

L’évaluation à mi-parcours a permis de constater un effort important des bénéficiaires autour du PANA1, par exemple pour l’acheminement à destination finale des biens apportés par le projet, ou l’utilisation à bon escient des appuis du projet. Au titre de leur contribution au projet, les bénéficiaires réceptionnent les matériels et équipements octroyés par le projet et s’organisent pour leur utilisation dans des conditions parfois très pénibles comme c’est le cas à Houêdo-Wo (Adjohoun) où les bénéficiaires se sont mobilisés pour acheminer sur plus de 3 km à pied, les plants de reboisement. Ils ont planté et entretenu les arbres, et ceux-ci sont devenus aujourd’hui leur forêt villageoise. En termes d’utilisation appropriée des ressources mobilisées pour atteindre les objectifs attendus, globalement les contributions des parties impliquées dans la mise en œuvre du PANA1 sont utilisées pour les réalisations pour lesquelles elles étaient prévues.

Il convient néanmoins de noter l’exception des contributions des Mairies initialement destinées à appuyer les réalisations au niveau des communautés. Compte tenu du retard de mobilisation observé, qui risquait d’affecter négativement les résultats attendus, les instances d’orientation et de gestion du projet ont décidé d’allouer une partie des autres ressources mobilisées à la mise en place des appuis, quitte à reconstituer ce fonds au fur et à mesure du paiement des engagements par les Mairies. Il est prévu qu’un point soit fait avant la fin du projet et qu’une décision soit prise sur l’utilisation finale de ce fonds. La mission d’évaluation apprécie cette décision jugée pertinente.

#### Pertinence et efficacité de la stratégie de partenariat développée

#### La stratégie de partenariat développée par le PANA1 consiste à faire réaliser par ces structures publiques en charge des différents sous-secteurs de l’agriculture notamment, les activités qui relèvent de leur domaine de compétence. Des contrats-cadre sont signés avec chaque partenaire technique à cet effet.

#### Cette stratégie est pertinente car les structures mises en relation avec le PANA1 sont les plus à même de jouer leurs rôles pour l’atteinte des résultats attendus. Les entretiens réalisés avec plusieurs directions techniques ont confirmé l’efficacité de ce mode opératoire.

#### Les stratégies de partenariat développées dans le cadre du PANA1 s’inscrivent dans le sens d’une appropriation par les structures nationales du savoir et du savoir-faire face aux risques des changements climatiques. Même si ces risques ne sont pas nouveaux, les aptitudes pour leur gestion efficace et durable restent un défi national. C’est pourquoi la responsabilisation des structures nationales et leur implication directe dans la définition des stratégies de renforcement des capacités d’adaptation aux risques des changements climatiques est une approche pertinente.

Cependant, les structures publiques affichent parfois des lourdeurs administratives ou même des insuffisances qui ralentissent la bonne marche souhaitée des projets. Le retard observé pour la réalisation de certaines tâches affectées aux structures partenaires relève de l’apprentissage organisationnel et l’impact fait partie des coûts récurrents à cette stratégie. Le PANA1 en a connu au cours de sa mise en œuvre mais a su trouver des solutions alternatives pour surmonter ses blocages administratifs.

Au regard de l’évolution du projet, on peut conclure que la stratégie de partenariat basée sur l’enrôlement des structures publiques en charge des sous-secteurs concernés par les risques des changements climatiques par rapport au secteur agricole et la sécurité alimentaire est efficace. Mais elle demande des mesures d’accompagnement (appui de personnes ressources par exemple) pour l’accélération des processus.

#### Pertinence et efficacité des structures de gestion mises en place

#### Les différentes structures de gestion du PANA1 en place sont le Comité de Pilotage présidé par le Secrétaire Général du Ministère de l’Environnement, le Comité Technique présidé par le Directeur Général de l’Agriculture, la Coordination Nationale du Projet et les Comités Communaux de Coordination Technique (CCCT) présidés par les Maires.

#### L’analyse de la composition et du fonctionnement de ces structures permet de conclure qu’elles sont dans l’ensemble pertinentes et efficaces. Le Comité de Pilotage reflète bien en effet l’ancrage institutionnel voulu pour une bonne appropriation des structures publiques nationales des stratégies de gestion des effets néfastes des changements climatiques au Bénin. Il en est de même du Comité technique. En appui à la coordination du projet, l’efficacité du Comité Technique se note principalement dans l’importance des réalisations en matière de production intellectuelle. Les plus importantes sont présentées dans le tableau ci-dessous.

Tableau 5 : Réalisation des structures techniques partenaires du PANA1 à mi-parcours

|  |
| --- |
| **Réalisation des structures techniques partenaires du PANA1 à mi-parcours** |
| 11 études stratégiques menées par les structures partenaires publiques et des consultants indépendants |
| 4 autres études sont en perspective, dont les Termes de Références et les méthodologies de conduite sont déjà validés par le Comité Technique du projet |
| 64 documents de formation (modules du formateur et modules de l’apprenant) ont été élaborés par les structures partenaires publiques impliqués dans la mise en œuvre du projet et validés par le comité technique du projet |
| Un bulletin d’informations agro-météorologiques « PANA1 AGROMET INFO » est publié. Deux numéros sont déjà sortis en juin 2013 (n°001) et en juillet 2013 (n°002). Le 3ème est en cours de publication. |

#### Efficacité du fonctionnement de la coordination nationale du projet mais un système de suivi-évaluation perfectible

La pertinence d’une Coordination Nationale du Projet se justifie notamment au regard des défis importants à relever qui demandent la responsabilisation d’une équipe commise au quotidien à assurer la mise en œuvre du projet de façon autonome et surmonter les lourdeurs administratives éventuelles. C’est pour cela que la mission d’évaluation apprécie le recrutement d’un coordonnateur national à la tête de l’équipe exécutive du projet.

L’efficacité de l’équipe de coordination est perceptible à travers les efforts déployés pour obtenir les performances attendues malgré les difficultés liées à l’approche de mise en œuvre du projet par la responsabilisation des structures publiques. Toutefois, la mission note des difficultés à la tenue à jour d’un tableau de bord global renseignant sur l’évolution du projet par rapport aux objectifs initiaux. Ces difficultés sont partiellement liées au retard observé pour la définition claire des produits attendus de chaque composante du projet et des mécanismes appropriés pour la collecte et l’analyse des données y afférentes. Le tableau 6 ci-dessous montre les progrès réalisés sur la période de mise en œuvre du projet.

Tableau 6 : Taux d’exécution physique du PANA1 à mi parcours

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Année de mise en œuvre du projet | Comp1 | Comp2 | Comp3 | Comp4 | Taux d'exécution annuelle |
| 2011 (Sur 9 mois) | 17 | 68,4 | 24,5 | 79,62 | 48,9 |
| 2012 (Sur 12 mois) | 66,84 | 79,93 | 60 | 78,34 | 76,75 |
| 2013 (Sur 6 mois) | 37,46 | 53,65 | 40,46 | 58,12 | 48,59 |
| Total d’exécution physique global | **23,46** | **45,09** | **40,50** | **57,88** | **37,03** |

*Source : PANA1, 2013*

Il en ressort que le taux d’exécution physique du PANA1 à mi parcours est de 37,03%. Ce taux paraît moyen, mais peut s’expliquer principalement par les difficultés d’amorce des réalisations physiques que rencontrent beaucoup de projets qui ont un fort ancrage institutionnel comme c’est le cas du PANA1.

Par ailleurs, la mission a noté des difficultés pour la collecte et la tenue à jour des données de suivi évaluation notamment liées à l’absence d’un guide de suivi évaluation pour renforcer la collecte des données et leur traitement et analyse aux fins d’une capitalisation efficace des expériences du PANA1. En effet, les outils de suivi et de documentation des processus en cours sont trop limités et ne couvrent pas convenablement les différents niveaux de la chaîne des résultats du PANA1. Ceci pourrait entrainer une perte importante d’informations utiles pour l’analyse et la capitalisation de l’expérience du projet.

#### De la nécessité de renforcer l’efficacité des CCCT

Au niveau des Communes, la pertinence des Comités Communaux de Coordination Technique est vérifiée, mais leur efficacité n’est pas encore pleine et entière. En raison des insuffisances au niveau du suivi évaluation du projet, les outils appropriés de documentation et de rapportage n’ayant pas été mis en place, les rapports produits par les CCCT du projet ne sont pas explicites quant aux processus, aux résultats, aux effets et aux impacts du projet au niveau des bénéficiaires.

Les CCCT ont contribué à la réalisation des performances suivantes dans les villages bénéficiaires avec l’appui du PANA1 :

* Le renforcement des capacités en infrastructures des communautés :
* 9 postes pluviométriques installés pour le renforcement du parc météorologique du pays ;
* Dans les villages des zones de pêches, 8 trains de 4 cages flottantes installées et 4 enclos piscicoles installées.
* Le renforcement des capacités en semences à cycle court, en matériels et équipements agricoles des communautés avec :
  + La mise à disposition de semences à cycle court et des plants forestiers et agro-forestiers de i) 21 225 kg de semences (maïs, riz, soja, mucuna) et spéculations maraîchères (piment, gombo, etc.) auprès de 1 008 producteurs agricoles dont 370 femmes, pour la réalisation de 1 279 ha de culture, ii) 108 380 plants (acacia, khaya, glyricidia, gmelina, iroko, palmier à huile sélectionné, etc.) auprès de 1 069 producteurs agricoles dont 210 femmes, pour la réalisation de 160 ha de parcelles agro-forestières.
  + La mise à disposition des aliments pour appuyer l’élevage des animaux à cycle court tel que les lapins.
  + La mise à disposition de matériels et équipements agricoles adaptés, dont 160 arrosoirs, 160 pelles, 160 brouettes, 175 paires de gants, 175 paires de bottes et 160 râteaux, 04 barques motorisées, 23 motopompes avec accessoires, 2 décortiqueuses de riz  munies de vanneuse, de trieuse et équipées d’un moteur.

### Durabilité

### Effets

La durabilité s'attache aux effets à long terme du projet, et à la pérennité de ses résultats et de ses effets. L'analyse de la durabilité consiste à apprécier la capacité des actions à se poursuivre de manière autonome.

#### Une appropriation significative par les bénéficiaires

Des dispositions sont prises pour assurer l’ancrage des acquis du projet au niveau local et central pour leur continuation au-delà de la durée du projet par le pays. Les bénéfices résultent d’une action de développement de mesures adaptatives aux changements climatiques après la fin de l’intervention.

Le dispositif de démultiplication des effets du projet prévoit que les premiers bénéficiaires des semences à cycles court cèdent à deux autres membres de leur communauté une partie de leur récolte pour leur permettre de tester eux aussi les bénéfices de ces cultures. Ainsi, de façon progressive, les autres producteurs des villages bénéficiaires disposeront des semences à cycle court pour la production.

Il est très probable qu’au terme du projet, les producteurs continuent d’utiliser les variétés de cultures à cycle court introduites par le PANA1 au regard des témoignages recueillis dans certains villages de démonstration.

#### L’importance de l’ancrage institutionnel

La durabilité du PANA1 est liée à l’ancrage institutionnel du projet. En effet, la mise en œuvre du projet est assurée par les structures étatiques en charge des secteurs concernés par les risques liés aux changements climatiques. Cette approche facilite le renforcement des capacités de ces structures pour la pérennisation des mesures d’adaptation par l’accompagnement des populations d’autres localités également exposées aux risques des changements climatiques.

#### De l’importance de pérenniser le financement national et local

La durabilité est liée à la continuité du financement au-delà des cinq ans du projet. L’engament des Mairies dans le financement de cette phase pilote du projet et leurs promesses de prise en compte dans leurs PAI (Plans annuels d’investissement) est un signe de bonne perspective pour la pérennisation. L’effort de communication qui a permis à la plupart des Mairies d’honorer partiellement ou entièrement leur engagement de contribution financière mérite d’être soutenu afin de préparer l’après projet.

L’activité d’intégration en cours de l’adaptation aux changements climatiques dans les neuf Communes d’intervention permettra à ces dernières de disposer de ressources à affecter aux renforcements des capacités des communautés à devenir résilientes.

Par ailleurs les formations organisées au profit des ONG et cabinets d’étude ayant élaboré les PDC sur la démarche d’intégration de l’ACC dans les PDC et à l’intention des décideurs locaux (Maires, SG, chargés des affaires domaniales, et chargés du budget des Mairies) constitue un acquis en termes de préparation à une large vulgarisation de l’ACC pour sa prise en compte dans les documents de politique afin de bénéficier des ressources adéquates pour la durabilité des acquis du projet.

Par ailleurs, la production des documents de formation (module de l’apprenant et module du formateur) intégrant l’adaptation aux changements climatiques (agriculture, élevage, pêche) et la formation des bénéficiaires agricoles (agents, semenciers, producteurs, etc.) constituent également des acquis qui garantissent la durabilité de l’impact du PANA1.

Les solutions proposées et les approches mise en œuvre au niveau des communautés sont globalement basées sur les pratiques endogènes d’adaptation développées au cours des années par les bénéficiaires. La mission a pu constater qu’elles sont en général bien maîtrisées par ces derniers. Néanmoins des actions de renforcement des capacités en vue d’une plus large adoption sont prévues et sont en cours de mise en œuvre.

### Impact

#### La priorité donnée aux impacts pour les bénéficiaires

Dans les villages de démonstration, les appuis du PANA1 ont consisté en la mise en place de semences de cultures à cycle court (maïs, riz, mil, sorgho, piments, etc.), l’appui à l’élevage (lapins, poulets, etc.), à la pisciculture, aux plantations de reboisement, en des dons d’équipements de facilitation des activités (barques, pirogues, motopompes, petits équipements de maraîchage) et de suivi agro-météorologique (pluviomètres).

Les témoignages des bénéficiaires relatifs aux effets de ces appuis concernent notamment les cultures à cycle court. Dans tous les villages visités au cours de la mission d’évaluation à mi-parcours, les bénéficiaires ont apporté des témoignages sur les avantages qu’ils ont tiré des semences à cycle court et des accompagnements (équipements et conseils) apportés par le projet qui leur ont permis de tirer des revenus importants de ces appuis.

Ces revenus ont permis à certains bénéficiaires de faire des réalisations telles que l’acquisition de motos, la construction de logements en matériaux définitifs, l’amélioration de l’alimentation et des soins des enfants, etc.

#### Des impacts indirects sur les groupes non ciblés

Des groupes non ciblés reçoivent les échos des bienfaits des appuis du PANA1, et certains formulent déjà des demandes pour être pris en compte par d’autres phases du projet. A Toumboutou (Commune de Malanville) par exemple, en dehors du groupe initialement retenu pour conduire les essais de démonstration des cultures à cycle court, un second groupe s’est constitué de lui-même, qui a réussi à entreprendre également les essais de démonstration sur la culture du riz variété IR 841 au cours de la deuxième année d’expérimentation.

Ceci témoigne de l’engouement général qui s’observe dans certains villages bénéficiaires et au-delà de ces villages.

En conclusion, la situation des indicateurs du cadre logique à mi-parcours est présentée dans le tableau ci-dessous.

Tableau 7 : Situation des indicateurs du cadre logique à mi-parcours

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Indicateurs retraduits** | **Valeur de référence** | **Valeur cible** | **Valeur à l’EMP** | **Commentaires** |
| Taux de vulnérabilité des populations (agriculteurs, éleveurs et pêcheurs) aux risques climatiques dans le secteur agricole | Etude de vulnérabilité 2006, Rapport DCN | 35% à mi-parcours  et 70% à la fin du projet | Nécessité d’une étude de vulnérabilité | Tous les cycles d’activité devant permettre une réduction du taux de vulnérabilité ne sont pas encore bouclés. |
| IR1 - Nombre de politiques, plans et programme de développement relatifs à l’agriculture, à l’élevage et à la pêche intégrant les risques de changement climatique dans leurs objectifs | PDC 2012 (0), PSRSA 2011 (1), SCRP 2011-2015 (1) | PDC (9), PSRSA (1) | PDC 2012 (0)  PDC 2017 (?) | Le processus est réalisé à 50%, et pourra évoluer à 75% avec la formation des communes sur la stratégie mais ne pourra s’achever qu’au moment de l’élaboration de nouveaux PDC en 2017. |
| IR21 - Nombre de producteurs (agriculteurs, éleveurs et pêcheurs) engagés dans des activités d’adaptation pour réduire les risques liés aux changements climatiques | ND | 150 paysans formés et accompagnés à mi parcours  450 paysans formés et accompagnés à la fin du projet | 1008 producteurs touchés dont 350 femmes | A ce stade (Mi-parcours) beaucoup de producteurs des villages de démonstration sont engagés dans les activités d’adaptation. |
| IR22 - Pourcentage des producteurs ayant développé des capacités d’adaptation aux risques climatiques dans les villages de démonstration | 0 | 70 % de population dans les villages de démonstration à la fin du projet | Formations en instance de démarrage (modules élaborés et formateurs formés) | L’organisation des sessions de formation de façon pratique avec les accompagnements requis est indispensable pour l’atteinte du résultat. |
| IR3 : Nombre de leçons apprises et de bonnes pratiques codifiées et disséminées | 0 | Au moins dix leçons apprises/bonnes pratiques codifiées | 0 | Il est souhaitable de réaliser une étude de capitalisation dans les villages de démonstration après la mi-parcours et une dans les villages d’extension en fin de projet |

## Thèmes transversaux

### Egalité de genre

Un point de la prise en compte du genre dans le PANA1 indique que le nombre de femmes bénéficiaires du PANA1 serait de 370 sur les 1 008 bénéficiaires actuels (soit 37%).

Ceci constitue un pourcentage relativement important quand on sait qu’en général l’implication des femmes dans les projets de ce type constitue un défi. Au-delà de l’indicateur quantitatif, on peut souhaiter que les femmes s’approprient effectivement les mesures développées par le PANA1.

Les visites de terrain ont permis d’observer une forte implication des femmes qui bénéficient du PANA1 presque autant que hommes.

### Environnement et adaptation aux changements climatiques

S’agissant des thèmes transversaux, le sujet du projet lui-même - l’adaptation aux changements climatiques – traite de l’un d’entre eux: l’environnement et les changements climatiques.

En effet, les actions de reboisement, de développement de la pisciculture et autres contribuent à la réduction de la dégradation des ressources naturelles et de l’environnement.

### Economie sociale

Les autres thèmes transversaux sont indirectement abordés par le projet, notamment le renforcement de l’économie sociale, puisque les bénéficiaires du projet sont les agriculteurs, pécheurs et éleveurs les plus vulnérables.

La vulgarisation des cultures, de souches d’animaux ou d’alevins de cycle court constitue une stratégie de renforcement de leurs moyens d’existence en cas de catastrophes liées aux changements climatiques.

La mission d’évaluation à mi-parcours a par conséquent pu constater que les thèmes transversaux sont traités de façon appropriée par le projet.

## Critères-HARMO

### Harmonisation

Le PANA1 a été exécuté suite à la définition d’interventions prioritaires répondant à une démarche encadrée par la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC). L’architecture internationale des interventions dans le domaine de l’adaptation est connue et harmonieuse

Dans certains villages comme à Ouaké, le PANA1 a poursuivi les efforts de la coopération allemande dans le cadre de la mise en place des premiers essais de lutte contre la désertification.

### Alignement

Le PANA1 est clairement aligné sur les politiques et les stratégies nationales. Le projet est en effet conçu et mis en œuvre suite à l’élaboration par le Bénin en 2008 de son Programme d’Actions National d’Adaptation aux changements climatiques (PANA) qui prévoit comme priorité n°1 la mise en place d’un système de prévision de risques climatiques et d’alerte rapide pour la sécurité alimentaire dans quatre zones agro-écologiques.

Parallèlement au PANA, le Gouvernement du Bénin a retenu l’agriculture comme principale priorité dans son deuxième document de Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté (SCRP 2) et la cinquième orientation de la SCRP 3 prévoit le développement équilibré et durable de l’espace national.

Il ressort qu’en dehors du PANA, les stratégies de gestion des effets néfastes des changements climatiques n’apparaissent pas clairement dans les principaux documents de politique tant au niveau du Ministère de l’Agriculture que celui de l’Environnement. Le projet l’a d’autant bien perçu qu’il est envisagé l’élaboration d’une stratégie d’intégration de l’ACC dans les documents de politique au niveau national. C’est à cet effet que le PTA 2013 du PANA1 prévoit de « développer et mettre en œuvre la stratégie d'amélioration des outils de ACC pour le PDC en développant le budget pour une large application nationale ». Le document cadre entre le PNUD et le Gouvernement du Bénin (CPAP) prévoit le développement et la mise en œuvre de stratégies d’adaptation et des mesures d’atténuation des changements climatiques dans les zones les plus vulnérables.

### Gestion axée sur les résultats de développement

Le système de suivi évaluation au quotidien du projet, quoique basé sur les résultats (appui et suivi jusqu’à terme du cycle de chaque mesure d’adaptation en démonstration), ne donne pas encore d’indicateurs vérifiables permettant d’évaluer les effets et impacts du projet sur les bénéficiaires.

Il contribue néanmoins à renseigner la base de données du Ministère de l’Environnement en charge de la gestion des changements climatiques, sur la mise en place de plants de reboisement notamment*.*

### Responsabilité mutuelle

On note un engagement évident de l’ensemble des parties prenantes du PANA1 tant au niveau des structures nationales qu’au niveau des communes et des villages.

### Appropriation

L’appropriation nationale est à la base du montage institutionnel du PANA1. Tous les acteurs rencontrés au cours de l’évaluation à mi-parcours ont donné la preuve d’une bonne connaissance de leur rôle dans la mise en œuvre du PANA1. Des preuves de bonne volonté et de capacité ont aussi été démontrées à différents niveaux comme par exemple dans le cadre de la réalisation de certaines études très techniques et assez pointues. On note également l’implication des partenaires techniques dans le Comité Technique du projet qui constitue aussi un gage de l’appropriation du projet

Cependant il y a une nécessité de poursuivre le renforcement des capacités des institutions nationales pour que ces dernières, le moment venu, puissent prendre le leadership du projet quand ce dernier sera à terme*.*

# Organisation, Gestion et Parties prenantes

## Structure, Organes de Gestion & Personnel de l’intervention

La structure du projet est appropriée et fonctionnelle. Elle respecte le montage institutionnel prévu lors de la formulation du PANA1 et il est conseillé de la laisser inchangée dans ses grandes lignes.

Figure 4 : Organisation du projet (source : ProDoc)

**Gestionnaire de Projet**

MEPN - DG/Env.

**Le Comité de pilotage**

**Bénéficiaire senior**

Ministre des finances et de la coopération

**Partenaire de mise en œuvre**

Ministère de l’Environnement en charge de la gestion des changements climatiques

**Agence d’exécution**

PNUD

**Assurance de projet**

PNUD

**Equipe de projet**

1 M et E et spécialiste communication

1 personnel administratif et finance

2 personnels « régional » des finances

**Structure d’organisation du projet**

**Zone 1**

**1 Commune**

Comité Technique Communal

**Zone 8**

**4 Communes**

Comité Technique Communal

**Zone 4**

**2 Communes**

Comité Technique Communal

**Comité technique du Projet**

**Zone 5**

**2Communes**

Comité Technique Communal

**Villages de Démonstration**

**Villages de Démonstration**

**Village de Démonstration**

**Villages Démonstration**

**Le mécanisme de support technique**

Au 31 août 2013, la coordination du projet est assurée par l’équipe de gestion du projet constituée des cadres techniques ci-après :

* M. Daniel Loconon, Coordonnateur National du Projet (CNP)
* Mme. Honorine Dah-Megbegnanto, Responsable Suivi Evaluation (RSE)
* M. Djélilou Fassassi, Gestionnaire Administratif et Financier (GAF)
* Hounsinou Rolande, Assistante financière régionale
* Dadaglo carolle, Secrétaire
* M. Francis Hounkpatin, Conducteur de Véhicule Administratif (CVA)

## Gestion des ressources (finances, personnel & matériel)

Le projet est mis en œuvre par le PNUD sous la modalité d’Exécution Nationale (NEX) et les procédures d’approche harmonisée d’encaissement des transferts, et l'agence d'exécution du Bénin est le MEHU. Il est exécuté comme prévu en étroite collaboration avec le Ministère de l’Agriculture et les communes pilotes choisies, responsables des interventions de projet au niveau local.

La modalité NEX est utilisée lorsque les autorités nationales ont la capacité adéquate pour assurer les fonctions et les activités du projet. L’exécution exige que l’institution nationale, jouant le rôle du Partenaire de mise en œuvre, possède la capacité technique et administrative pour assumer la responsabilité de la mobilisation et de l’utilisation efficaces des contributions nécessaires afin d’obtenir les résultats attendus, ce qui est le cas pour le PANA1.

L’application de la modalité NEX contribue du reste à l’élaboration de capacités nationales notamment pour la pérennisation des activités.

## Partenaires institutionnels

Les partenaires institutionnels sont :

* *Au sein de l’ex-MEHU* : la Direction de la Prévention des Pollutions et la Gestion des Risques Environnementaux (DPPGRE), la Direction Générale de l'Environnement (DGE), la Direction Générale de l'Eau (DGEau), le Centre National de Télédétection (CENATEL), le Centre d’Etude, de Recherche et de Formation Forestière (CERF) et la Direction Générale des Forêts et ressources naturelles (DGFRN)
* *Au sein du Ministère de l’Agriculture, de l’Elevage et de la Pêche* : la DPP, la Direction des Pêches (DP), la Direction de l’élevage (DE), la Direction du Conseil Agricole et de la Formation (DICAF), la Direction de l’agriculture (DAGRI), l’ONASA, et l’ONS.
* Le Ministère de l’Economie et des Finances : la Direction Générale du Budget (DGB)
* L’Institut National des Recherches Agronomiques du Bénin (INRAB) dont le PAPA et le LSSEE
* Au sein du Ministère en charge des Transports : la Direction Nationale de la Météorologie (DNM) et l’ASECNA.
* Au sein du Ministère en charge de la Sécurité Publique : la DPPC
* Les Universités
* Les Communes impliquées

## Bénéficiaires

### Les villages de démonstration

Dans les différentes zones du projet, les villages de démonstration bénéficiaires sont les suivants :

Zone 1 : Nord Extrême (commune Pilote : Malanville) : village de Toumboutou

Zone 4 : Nord ouest Atacora Nord Donga (communes Pilotes : Materi et Ouake) : villages de Kankini-Seri et Kadolassi

Zone 5 : Zone Cotonnière du Centre (communes Pilotes : Savalou et Aplahoué) : villages de Damè et de Lagbavè

Zone 8 : Zone des Pêcheries (communes Pilotes : Bopa, So- Ava, Adjohoun et Ouinhi) : villages de Sèhomi, Ahomè-Ounmè, Houêdo-Wo et Damè

### Les villages d’extension

Dans les mêmes zones, les villages d’extension qui devraient bénéficier du projet dans les prochains mois sont les suivants :

Zone 1 : Nord Extrême (commune Pilote : Malanville) : village de Monla

Zone 4 : Nord ouest Atacora Donga (communes Pilotes : Materi et Ouaké) : village de Alitokoum

Zone 5 : Zone Centrale de Coton (Cotonnière du Centre) (communes Pilotes : Savalou et Aplahoué) : villages de Ahouignankanme

Zone 8 : Pêche (Pêcheries) (communes Pilotes : Bopa, So-Ava, Adjohoun et Ouinhi) : villages de Agbodji, Lokpo, Dekanmey et de Dolivi et Houedja

### Les autorités communales

Il s’agit des Maires, des Responsables du Développement Rural (RDR), des points focaux, et des chefs de village.

# CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

## Principales conclusions

Cette section présente les principales conclusions de la mission d’évaluation à mi-parcours à partir des critères de base tels que définis dans la méthodologie.

### Pertinence

#### Une problématique plus que jamais d’actualité

La mission a pu voir que les enjeux liés aux changements climatiques sont pressants, du fait par exemple qu’au cours de la mission, le pays connaissait un déficit hydrique sérieux, mettant en danger les cultures (notamment cotonnières) et ayant conduit à la création d’un Ministère chargé de la gestion des changements climatiques.

#### Une demande d’appui toujours accrue de la part des populations vulnérables

Au-delà de cette conjoncture, sur le terrain, les populations villageoises bénéficiaires ont confirmé que le PANA1 répond non seulement à leurs attentes, mais surtout à leurs besoins d’être moins vulnérables aux phénomènes climatiques auxquels ils sont exposés.

Les populations avoisinantes non bénéficiaires du projet, ou bien les populations des villages d’extension, expriment régulièrement des demandes pour que le projet les appuie également.

### Efficience

#### Un choix efficient dans la sélection des prestataires à poursuivre

L’application quasi systématique du principe du moins disant dans le choix des prestataires de services ou des fournisseurs de biens et équipements tant au niveau des communes qu’au niveau de la coordination du projet permet de conclure que ce critère est respecté. A aucun moment il n’a été fait mention du fait que cette sélection des prestataires avec ce critère ait pu se faire au détriment de la qualité des prestations.

Par ailleurs, un autre principe d’efficience en vigueur au niveau du projet est le déplacement collectif des participants aux ateliers de travail. Cela permet de réduire de façon considérable les coûts d’organisation de ces activités.

#### Une équipe légère mais efficiente

Par rapport à la gestion du projet, l’équipe de coordination est une équipe très légère composée essentiellement d’un coordonnateur, d’un responsable de suivi évaluation, d’un gestionnaire administratif et financier appuyé par un personnel de soutien, ce qui réduit également les charges fixes pour la mise en œuvre du projet. Il faut cependant noter un besoin de renforcement de l’équipe dont la surcharge (notamment du Coordonnateur) est évidente.

### Efficacité

#### Une efficacité éprouvée avec une bonne prise en compte des besoins

La mission d’évaluation à mi-parcours a constaté que la plupart des activités prévues sont opérationnalisées et en cours de mise en œuvre.

Le plan de travail annuel intègre bien les besoins des communautés bénéficiaires contenus dans leurs plans annuels d’actions adaptatives auto-identifiées.

#### De la nécessité d’une extension du délai de mise en œuvre du projet

Néanmoins, le démarrage tardif de certains cycles d’activités notamment lié aux faiblesses de capacités institutionnelles oblige à envisager une extension du délai de mise en œuvre du projet au-delà du délai initial pour permettre le bouclage des cycles d’activité pilotes initiées tant dans les villages de démonstration que dans celles d’extension.

#### De la démonstration à l’extension

Le caractère de « démonstration » des appuis du projet dans les premiers villages bénéficiaires fait que l’accompagnement apporté couvre toutes les étapes indispensables à l’obtention des résultats afin de convaincre les bénéficiaires sur leur efficacité.

#### De la difficulté à mettre en place une base de données quantitative pour une appréciation approfondie de l’efficacité du projet

On note une insuffisance de données statistiques pouvant permettre des analyses économiques fines sur l’ensemble des bénéficiaires par village à l’étape actuelle.

### Durabilité

#### De la justesse de l’architecture du projet pour sa durabilité

Il faut souligner la justesse des dispositions prises par le projet pour assurer l’ancrage des acquis du projet au niveau local et central pour la continuation, par le Bénin, des bénéfices résultant d’une action de développement de mesures adaptatives aux changements climatiques après la fin de l’intervention.

La durabilité du PANA1 est liée à l’ancrage institutionnel du projet. En effet la mise en œuvre du projet est assurée par les structures étatiques en charge des secteurs concernés par les risques des changements climatiques. Cette approche facilite le renforcement des capacités de ces structures pour la pérennisation des mesures d’adaptation. En effet, les aptitudes acquises par les institutions partenaires du projet pourront être utilisées ultérieurement pour par l’accompagnement des populations d’autres localités aussi exposées aux risques des changements climatiques pour les renforcer à s’adapter également.

#### De la continuité des financements

La durabilité aussi est liée à la continuité du financement, entre autres. L’engagement des mairies dans le cofinancement du projet et leurs promesses de prise en compte dans leurs Plans annuels d’investissement (PAI) est un signe de bonne perspective pour la durabilité du PANA1 au-delà des cinq années de l’intervention.

#### Durabilité et renforcement des capacités

La durabilité est assurée car les capacités des parties prenantes du projet dans le domaine de l’ACC ont été renforcées. ONG et cabinets d’étude ont élaboré les PDC et ont été ainsi formé sur la démarche d’intégration de l’ACC dans les PDC. Les décideurs locaux ont également été formés sur la démarche d’intégration de l’ACC dans les PDC.

### Impact

La mission d’évaluation à mi-parcours, au travers du témoignage des bénéficiaires relatifs aux cultures à cycle court, constate que le PANA1 a un impact positif en matière de résilience des populations villageoises aux aléas climatiques. Il faut toutefois relativiser ce constat. L’appréciation des impacts nécessite du temps et une portée plus grande des actions, et l’évaluation en fin de projet sera certainement plus instructive.

### Autres critères d’évaluation (HARMO)

Il a été demandé aux consultants de compléter l’analyse des résultats du PANA1 à mi-parcours avec les critères d’harmonisation, d’alignement, de gestion axée sur les résultats, de responsabilité mutuelle et d’appropriation. La section ci-après donne les conclusions provisoires de cette analyse complémentaire.

#### Une recherche d’harmonisation

Le PANA1 a été exécuté suite à la définition d’interventions prioritaires répondant à une démarche encadrée par la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC). L’architecture internationale des interventions dans le domaine de l’adaptation est connue et harmonieuse. Aussi dans le cadre de la formulation du projet PAIA-VO-GEF dans la Vallée de l’Ouémé, avec le Ministère en charge de l’agriculture, des actions sont identifiées pour être appuyée à Houêdo-Wo village de démonstration dans la Commune d’Adjohoun, l’une de communes pilotes du PANA1

#### Plus qu’un alignement, une intégration naissante

Le PANA1 est clairement aligné sur les politiques et les stratégies nationales. Le projet est en effet conçu et mis en œuvre suite à l’élaboration par le Bénin en 2008 de son Programme d’action national d’adaptation aux changements climatiques (PANA) qui prévoit comme priorité n°1 la mise en place d’un système de prévision de risques climatiques et d’alerte rapide pour la sécurité alimentaire dans quatre zones agro-écologiques. Parallèlement au PANA, le Gouvernement du Bénin a retenu l’agriculture comme principale priorité dans son deuxième document de Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté (SCRP 2) et la cinquième orientation de la SCRP 3 prévoit le développement équilibré et durable de l’espace national.

Il ressort qu’en dehors du PANA, les stratégies de gestion des effets néfastes des changements climatiques n’apparaissent pas clairement dans les principaux documents de politiques tant au niveau du Ministère de l’Agriculture qu’à celui de l’Environnement. Le projet est d’autant bien perçu qu’il est envisagé l’élaboration d’une stratégie d’intégration de l’ACC dans les documents de politique au niveau national. C’est à cet effet que le PTA 2013 du PANA1 prévoit de « développer et mettre en œuvre la stratégie d'amélioration des outils de ACC pour le PDC en développant le budget pour une large application nationale ». Le document cadre entre le PNUD et le Gouvernement du Bénin (CPAP) prévoit le développement et la mise en œuvre de stratégies d’adaptation et des mesures d’atténuation des changements climatiques dans les zones les plus vulnérables.

#### Une gestion axée sur les résultats… sur la base de données qualitatives

Le système de suivi évaluation au quotidien du projet, quoique basé sur les résultats, ne donne pas encore d’indicateurs vérifiables permettant d’évaluer les effets et impacts du projet sur les bénéficiaires.

#### Un engagement mutuel respecté

Dans le cas de montage institutionnel complexe, ce critère de responsabilité mutuelle évalue le bon fonctionnement de la gestion globale du projet, à tous les niveaux.

L’engagement évident de l’ensemble des parties prenantes permet de constater que le critère de responsabilité mutuelle est respecté.

#### De l’exercice délicat de l’appropriation

La bonne volonté est palpable mais il est important de poursuivre le renforcement des capacités des institutions nationales pour que ces dernières, le moment venu, puissent prendre le leadership du projet.

La réalisation de certaines études très techniques et assez pointues, mais aussi l’implication de ces Partenaires techniques dans le comité technique du projet donne aussi un gage de l’appropriation du projet

### Thèmes transversaux

S’agissant des thèmes transversaux, le sujet du projet lui-même - l’adaptation aux changements climatiques – traite de l’un d’entre eux. Les autres thèmes transversaux sont indirectement abordés par le projet, notamment le renforcement de l’économie sociale, puisque les bénéficiaires du projet sont les agriculteurs, pécheurs et éleveurs les plus vulnérables.

La vulgarisation des cultures, de souches d’animaux ou d’alevins de cycle court constitue une stratégie de renforcement de leurs moyens d’existence en cas de catastrophes liées aux changements climatiques. Enfin, les visites de terrain ont permis d’observer une forte implication des femmes, tout autant bénéficiaires que les hommes du PANA1.

La mission d’évaluation à mi-parcours a, par conséquent, pu constater que les thèmes transversaux sont traités de façon appropriés par le projet.

## Recommandations

A l’issue des travaux relatifs à cette mission d’évaluation, il ressort les recommandations ci-après :

### A l’endroit de l’équipe de gestion du projet

#### De la poursuite de l’intervention

Le constat a été fait que les besoins d’adaptation et les attentes des populations villageoises sont grands, et s’amplifient. Il est donc recommandé de poursuivre les efforts de mise en œuvre des activités de terrain.

#### De l’importance du respect de la période de cinq ans prévus du projet

#### S’il est important que le projet puisse être mis en œuvre de façon effective pendant cinq ans, en prenant comme date de démarrage la date de début des opérations, il est fortement recommandé de préparer d’ores et déjà une stratégie de pérennisation et d’extension géographique des activités.

#### De l’urgence de renforcer le système de suivi-évaluation

Partant du constat que le système de suivi évaluation basé sur les résultats ne donne pas encore d’indicateurs permettant de chiffrer les réalisations, il est conseillé de renforcer le système de suivi-évaluation en mettant en place un système informatisé axé sur les résultats (documentation systématique des processus, des effets et des impacts), mais aussi en renforçant les acteurs locaux sur ce thème.

#### Du besoin de mieux anticiper les flux de trésorerie provenant des cofinancements

Les ressources budgétisées dans le document de projet sont débloquées de façon parcellaire. Il est donc important de travailler avec les partenaires financiers locaux et nationaux du projet à une meilleure visibilité de l’allocation de ces ressources et à la pérennisation des financements. Aussi est-il, recommandé d’organiser des visites de terrain avec les parlementaires, notamment ceux des circonscriptions concernées par le projet.

#### A l’endroit du Ministère en charge de la gestion des changements climatiques

#### Profiter de la création d’une Direction Générale sur les Changements Climatiques

L’équipe d’évaluation à mi-parcours souhaite de tenir compte des implications possibles du remaniement ministériel du 12 août 2013 qui a conduit à la création d’un Ministère chargé de la gestion des changements climatiques.

D’une part, il est recommandé de profiter de cette volonté politique au plus haut niveau pour donner encore plus de résonance au projet.

D’autre part, même s’il n’est pas du ressort de la mission de conseiller le Ministère sur le nouvel organigramme qui devrait découler du remaniement, il semble pertinent, sur la base des informations non officielles, qu’une Direction Générale sur la gestion des changements climatiques soit créée qui sera la Direction Générale avec laquelle le projet aura à traiter.

#### Capitaliser les premiers succès du projet et renforcer ses capacités

Le succès du projet conduit à la nécessité de mobiliser des compétences supplémentaires au niveau de la coordination du projet. Il est par conséquent conseillé de renforcer les capacités de l’équipe de gestion du projet, en l’occurrence le chargé de communication.

### A l’endroit du Comité de Pilotage

#### Valider les succès du projet à mi-parcours

Le succès du projet est notable et il convient de continuer à répondre aux attentes des populations des villages de démonstration et de poursuivre sur les villages d’extension.

Il est donc recommandé que le Comite de Pilotage valide la poursuite du projet à l’occasion de cette évaluation à mi-parcours.

#### Commencer à élaborer une stratégie de pérennisation

Les besoins d’adaptation se font ressentir au-delà des 18 villages identifiés, d’autant que les risques climatiques s’amplifient. Il est donc recommandé de commencer l’élaboration d’une stratégie de pérennisation du projet au-delà de la date de fin de projet et de poursuivre le processus d’identification des besoins d’adaptation au niveau villageois dans les zones agro-écologiques prioritaires.

### A l’endroit du PNUD

#### Fixer la date de fin de projet à mars 2016

L’évaluation à mi-parcours a permis de comprendre les raisons, essentiellement administratives, qui ont obligé à un démarrage du projet plus tard que prévu, en avril 2011 au lieu de janvier 2010. Par ailleurs, l’approche de faire réaliser par les structures de l’Etat certaines activités importantes du projet a conduit, en raison de lourdeurs administratives, à des retards importants qui ont freiné l’obtention des résultats et leur appropriation par les bénéficiaires.

Il est donc fortement recommandé de tenir compte de ces décalages, en ajustant le calendrier du projet et en fixant la date de fin du projet à mars 2016 pour permettre un bon achèvement correcte des activités prévues au titre de la phase de démonstration et une bonne extension dans les villages en attentes des appuis du projet.

#### Capitaliser l’expérience du PANA1

La structure et la mise en œuvre du PANA1 au Bénin sont adéquates, et le rôle du PNUD est significatif en tant que garant de cette adéquation. Il est conseillé de capitaliser l’expérience du PANA1 en la partageant aux niveaux sous-régional, régional et international.

# Accords & attentes

## Accords entre les parties concernées

Le présent rapport final fait état d’un certain nombre de constats et de recommandations qui deviennent une référence pour les différents organes de gestion du projet notamment le comité de pilotage.

De façon spécifique, quelques aspects de ces accords sont les suivants :

* Le report de la date d’achèvement du projet à mars 2016 au lieu de décembre 2014.
* La révision des documents d’engagement financiers des Mairies pour permettre leur harmonisation avec un plancher de 6 000 000 FCFA et un plafond de 12 500 000 FCFA à libérer obligatoirement à une date butoir à fixer de commun accord.

Des concertations entre les mairies impliquées dans le projet doivent être initiées pour harmoniser les stratégies de mobilisation des contreparties (engagements financiers).

# Annexes

## Termes de référence

Les présents Termes de Référence (TDR) décrivent les tenants et aboutissants de la mission d’évaluation à mi-parcours du PANA1.

*But de l’évaluation à mi-parcours*

Le but visé est de :

* évaluer le taux d’exécution au niveau global et par produit ;
* analyser les points forts et les faiblesses de l’exécution du projet ;
* évaluer la qualité (efficacité et efficience) du projet ;
* évaluer la configuration actuelle de l'Unité de Gestion de Projet (UGP) et son action au regard de la mise en œuvre du projet ;
* évaluer le niveau de progrès dans le développement des capacités nationales de mise en œuvre ;
* évaluer les résultats obtenus du projet et sa visibilité ;
* vérifier si les indicateurs de suivi-évaluation sont appropriés pour rattacher ces produits à l’Effet ou y a-t-il un besoin de les améliorer ? ;
* apprécier la synergie entre les indicateurs du cadre logique du Projet à ceux du MEHU et du CPAP ;
* remettre des recommandations pour un éventuel projet similaire.

Ainsi les résultats de cette évaluation seront incorporés comme recommandations afin d’améliorer l’exécution du projet pendant la seconde moitié du terme. L’évaluation portera donc plus particulièrement sur les critères suivants.

*Critères à étudier*

L’évaluation des critères suivants devra être approfondie lors de la présente mission

Critères de base

Pertinence. Il s’agira d’apprécier la mesure dans laquelle les activités menées dans le cadre de chacun des produits du projet répondent aux attentes et priorités des acteurs principaux concernés par le projet, plus particulièrement les communautés à la base dans les villages de démonstration des communes pilotes et des autres parties prenantes du projet. La conception du projet est-elle en accord avec les politiques et stratégies nationales (SCRP et l’UNDAF, Plans de développement, Stratégies Sectorielles Nationales, Plan Stratégique de Relance du Secteur Agricole, Politiques d’égalité entre femmes et hommes, Environnement, Economie Sociale, Droits des enfants, les OMD, etc.) ? Le projet est-il en accord avec les politiques et stratégies du donneur principal ; Fonds pour l’Environnement Mondial (FEM) ? Les indicateurs de suivi et évaluation du projet sont-ils appropriés pour rendre compte de l’efficacité de l’action ? Les activités développées ont-elles pu répondre aux priorités pour l’atteinte des résultats dans les délais et selon la qualité requise ?

Efficience. L’Evaluation à Mi-Parcours (EMP) devra se prononcer sur l’efficience de l’intervention du projet et la certitude que les activités et les résultats seront acquis en respectant le calendrier proposé et en accord avec les moyens planifiés. L’EMP-team analysera tout retard, contrainte ou problème que le projet a rencontré et tirera les leçons utiles pour un éventuel projet similaire.

Efficacité. L’équipe d’évaluation devra se prononcer par rapport à :

Quel est l’état actuel des produits du projet ? Quels sont les principaux facteurs (positifs ou négatifs), internes ou externes au dispositif de mise en œuvre, qui ont affecté la mise en œuvre du projet? Comment ces facteurs ont-ils pu limiter ou faciliter les progrès vers la réalisation des objectifs du projet?

Les différentes ressources (humaines, matérielles et financières) requises du PNUD, du FEM, du gouvernement et des communes bénéficiaires sont-elles anticipées et mobilisées dans les délais appropriées?

Les différentes ressources (humaines, matérielles et financières) mises à disposition ont-elles été utilisées de manière appropriée pour atteindre les objectifs attendus? La stratégie de partenariat développée a-t-elle été appropriée et efficace? Comment est-ce que les partenaires financiers ont-ils apporté de la valeur ajoutée au projet et étaient-ils assez responsables et harmonisés dans leur assistance.

Les structures de gestion mises en place ainsi que les méthodes de travail développés aussi bien par le PNUD que par les partenaires de mise en œuvre, ont-elles été appropriées et efficaces?

Le projet a-t-il fonctionné avec l’effectif adéquat de personnel, les compétences requises et selon une bonne distribution de tâche ? Les mécanismes adéquats de suivi ont-ils été mis en place vis-à-vis des résultats attendus ?

Durabilité. La préoccupation majeure porte sur la continuation, par le Bénin, des bénéfices résultant d’une action de développement de mesures adaptatives aux changements climatiques après la fin de l’intervention. L’équipe de l’évaluation mi-parcours appréciera les dispositions prises par le projet pour assurer l’ancrage des acquis du projet au niveau local et central. La mission analysera particulièrement le processus de renforcement des capacités promu par le projet. Elle analysera également dans quelles mesures les solutions proposées et les approches acceptées sont maîtrisées par les bénéficiaires. Elle donnera des pistes pour la consolidation des acquis.

Impact. La mission analysera ici quels sont les effets / impacts que les bénéficiaires, institutions des partenaires et groupes non-ciblés ressentent du projet ? Ces changements sont-ils durables ? Quelle est la nature de ces changements positifs, négatifs, directs, indirects, intentionnels, non intentionnels ? Y a-t-il une relation causale entre les changements et la présence du projet ? L’équipe de l’évaluation mi-parcours est amenée à fournir des indications sur les effets / impacts possibles qui peuvent surgir après le projet.

Critères – HARMO pour renforcer l’efficacité

Harmonisation. La mission analysera les initiatives et mécanismes mis en place par le projet pour harmoniser cette intervention avec celle des autres bailleurs de fonds dans la zone et dans le secteur. Ce critère mettra l’accent tout d’abord sur les aspects opérationnels de l’intervention de développement.

Alignement. Le projet s’aligne-t-il sur les systèmes et procédures nationales en matière de gestion des finances publiques, de comptabilité, de passation des marchés, d’audit, de rapportage, de monitoring et d’évaluation ? Si non, le projet renforce-t-il les capacités de gestion en matière de monitoring & d’évaluation, de rapportage, de passation des marchés, de comptabilité, des ressources humaines, des finances, du développement d’entreprise ?

Gestion axée sur les résultats. Le cadre « orienté résultats » est un élément clef pour ce critère. En évaluant le critère de gestion axée sur les résultats, les points suivants devraient être pris en considération : La programmation, le monitoring et l’évaluation, sont-ils alignés avec les résultats ? Les *result-based tools* sont-ils utilisés afin de montrer comment les investissements et inputs contribueront aux résultats du pays ? Sont-ils utilisés afin d’indiquer comment les processus de gestion appuient l’obtention des résultats ? Le système de monitoring et d’évaluation du projet est-il basé sur des *baselines* nationaux, des indicateurs basés sur les politiques nationales, des *result oriented frameworks* du pays partenaire, du cadre de monitoring du pays partenaire ? Le système de rapportage du projet est-il basé sur country results oriented reporting, joint formats for periodic reporting ? Les résultats du monitoring sont-ils utilisés pour en tirer des leçons, pour prendre des décisions ? Page 8 sur 12 Les différentes parties prenantes du projet se focalisent-elles sur les résultats pendant toutes les phases du projet : planning, mise en œuvre, monitoring, évaluation et rapportage ? Le dialogue, est-il focalisé sur l’obtention des résultats pendant toutes les phases du projet ?

Responsabilité mutuelle. Le projet donne-t-il dans les délais des informations transparentes et compréhensibles sur les dépenses financières, la comptabilité, les revenus, les dépenses ainsi que sur les progrès du projet par rapport aux activités, aux résultats, aux objectifs, aux rapports d’évaluation, le statut des dossiers d’achats de biens et de services, rapports d’audit ? L’institution partenaire rapporte-t-elle les réalisations du projet aux autorités nationales, aux autorités locales et aux bénéficiaires ? Les organes de gestion du projet fonctionne-t-ils correctement : réunions régulières, respect de l’opinion de l’institution partenaire, évaluation conjointe des progrès du projet, respect des engagements, suivi du projet par rapport aux nouvelles tendances ?

Appropriation. L’institution partenaire exerce-t-elle le leadership dans l’implémentation du projet ? Le projet renforce-t-il les capacités de leadership de l’institution partenaire, concernant ces tâches de coordination ? Y a-t-il eu une analyse des capacités de l’institution partenaire (capacité de gestion, capacité technique, administrative et financière) ? L’institution partenaire coordonne-t-elle les projets d’aide ? Si oui, est-ce que cela est fait en dialogue avec les différents bailleurs ? La société civile et le secteur privé participent- ils à cet effort de coordination ?

Thèmes transversaux

Egalité de genre. Etant donné que le genre est un concept transversal, l’équipe de l’Evaluation Mi-Parcours certifiera que toutes les données sont différenciées par rapport au genre (collecte de données sur les hommes et les femmes, réunions et interviews avec des hommes et des femmes, statistiques différenciées pour les hommes et les femmes...). L’équipe EMP devra s’attacher aux aspects de politique « gender » dans le secteur étudié. L’équipe devra être capable de donner un aperçu du niveau d’empowerment des femmes. L’équipe EMP devra vérifier jusqu’à quel point le projet change ce que les femmes « possèdent », ce qu’elles « peuvent », ce qu’elles « veulent » et ce que les femmes « savent », comparé à la situation préexistante au projet.

Environnement et adaptation aux changements climatiques. Les aspects de respect durable de l’écosystème et de l’habitat naturel, de la conservation et l’utilisation rationnelle des ressources, des risques potentiels pour l’environnement, et de l’adaptation des technologies dans un contexte de l’adaptation aux changements climatiques sont au cœur de ce projet. L’équipe d’EMP étudiera en particulier comment le projet a fait face aux problèmes spécifiques liés à l’environnement et à l’adaptation aux changements climatiques, etc. L’équipe EMP devra être capable de pointer les questions critiques affectant négativement l’environnement. Si possible, l’équipe EMP devrait être capable de proposer des mesures pour améliorer le respect de l’environnement.

Economie sociale. L’économie sociale fait référence à la dimension économique et sociale de la finalité d’un service et des résultats délivrés par le projet. L’économie sociale mesure également si le projet fait appel, interagit avec la société civile. Le critère « économie sociale » pose la question de savoir si l’activité et les résultats sont socialement orientés ou sont exclusivement tournés vers le profit économique. L’économie sociale se focalise sur les bénéfices collectifs et évite les bénéficiaires isolés. L’économie sociale donne priorité et récompense le travail plutôt que le capital. L’équipe EMP devra se focaliser sur les obstacles dans le but de proposer des mesures visant à améliorer la participation de la société civile et renforcer les critères d’économie sociale.

*Méthodologie*

En collaboration étroite avec les parties prenantes du projet (le bureau de pays du PNUD, l’Unité de Gestion du Projet, les organes de gestion du projet, le Ministère en charge de l’Environnement et les communes pilotes), la mission procèdera à l’évaluation en faisant appel à leur jugement professionnel. Tout en tenant compte des présents TDRs, le consultant international (qui est en même temps chef d’équipe) proposera un projet de méthodologie et des outils d’évaluation. Ceux-ci devront permettre une analyse, une mesure et l’établissement de recommandations autant pour les critères de base de la performance que pour les questions spécifiques relatives aux différentes parties prenantes du projet.

L’EMP sera en charge des activités ci-dessous:

* Briefing au PNUD (avec la DGE, les instituts partenaires, les différents organes de gestion du projet : comité technique, comité de pilotage, Equipe de gestion du projet et quelques Personnes Ressources du projet, l’équipe d’évaluation mi-parcours du projet) ;
* Echange de points de vue sur l’objet de la mission, le programme et la méthodologie appliquée ;
* Etude/Analyse des documents disponibles ;
* Visites de terrain dans la zone d'intervention ;
* Collecte de données auprès des bénéficiaires, du personnel du projet, de la direction du projet, des autorités et des structures et institutions partenaires ;
* Atelier de restitution avec les intéressés, après les visites de terrain ;
* Débriefing au PNUD et remise de l’Aide-mémoire ;
* Rédaction du rapport provisoire de mission et envoi au PNUD-Bénin dans les 8 jours calendaires du retour de mission ;
* A partir de ce moment les commanditaires (PNUD, DGE) ont 10 jours pour remettre leurs commentaires ;
* Durant cette période un débriefing est organisé au siège du PNUD Bénin sur base du rapport provisoire ;
* Intégration des commentaires des commanditaires dans le rapport ; · Rédaction du rapport final et envoi au PNUD dans les 8 jours calendaires de la réception des commentaires.

L'Unité de Gestion du Projet et le bureau de pays du PNUD, ainsi que toutes autres parties concernées le cas échéant, fourniront aux évaluateurs tous les renseignements dont ils auront besoin pour exécuter leur mission.

*Profils des consultants et responsabilités*

L’équipe d’Evaluation à mi-parcours sera constituée de :

* 1 consultant international, (Chef de mission) ;
* 1 consultant national.

*Modalités de mise en œuvre de la mission*

Calendrier de déroulement

Le projet de calendrier (jours ouvrables) de l’EMP sera réparti de la façon suivante:



Coordination

Le point focal de cette évaluation est le Chargé de Programme Suivi et Evaluation du PNUD. Un groupe de référence composé du Représentant Résident Adjoint du PNUD, de staff du Département des Politiques et Stratégies du PNUD, du Team Leader Environnement, d’un Représentant de l’Unité de Gestion et de Coordination de l’UNDAF et du Chargé de Programme Suivi et Evaluation du PNUD sera mis en place pour faciliter le processus d’évaluation. Ce groupe va aider à connecter l’équipe d’évaluation avec les principales parties prenantes et assurera un processus participatif de l’évaluation ainsi que des commentaires sur le rapport.

Le Team Leader Environnement, en appui avec le Chargé de Programme Suivi et Evaluation du PNUD, ainsi que tous les autres membres du groupe de référence et le responsable de suivi évaluation du PNUD, va assister l’équipe des évaluateurs à développer un plan détaillé de mise en œuvre de l’évaluation, conduire les visites de terrain et organiser les rencontres.

L’Equipe de projet apportera tout l’apport logistique nécessaire à la mission d’évaluation.

Financement

Le financement de la mission sera pris en charge par le budget du projet PANA1.

## Programme de la mission

| **Dates** | **Tâches** | **Observations** | |
| --- | --- | --- | --- |
| Lundi 12 Août 2013 | - Séance de travail avec le PNUD et les consultants  - Séance de travail avec le DGE, le DGAE et les consultants  - Séance de travail avec l’EGP et les consultants | - Affectation d’un bureau aux consultants  -Mise à disposition des documents du projet | Cotonou |
| Mardi 13 Août 2013 | Préparation de la mission de terrain | Mise à disposition de matériels et équipements de terrain | Cotonou |
| Mercredi 14 Août 2013 | - Escale à l’hôtel les OLIVIERS de Porto Novo  - Visite de terrain à Houèdo-Wo (Adjohoun) | -Prise de contact avec les membres du GTPA et les Personnes ressources afin de s’imprégner de la validation du bulletin PANA1-AGROMET INFO  -Rencontre avec le maire d’Adjohoun  -Séance de travail avec les bénéficiaires du village de démonstration de Houèdo-Wo  -Visite des réalisations physiques | Adjohoun |
| Jeudi 15 Août 2013 | Exploitation des rapports et autres documents du projet | Cotonou | Cotonou |
| Vendredi 16 Août 2013 | Visite de terrain à Sèhomi (Bopa) | -Rencontre avec le maire de Bopa  -Séance de travail avec les bénéficiaires du village de démonstration de Sèhomi  -Visite des réalisations physiques | Bopa |
| Samedi 17 Août 2013 | Exploitation des rapports et autres documents du projet | Cotonou | Cotonou |
| Dimanche 18 Août 2013 | Voyage sur Savalou (Mr BORDE) | Nuit à Savalou | Savalou |
| Voyage sur Djougou (Mr. TOKANNOU) | Nuit à Djougou | Djougou |
| Lundi 19 Août 2013 | Visite de terrain à Damé (Savalou) (Mr BORDE) | -Rencontre avec le maire de Savalou  -Séance de travail avec les bénéficiaires du village de démonstration de Damé  -Visite des réalisations physiques | Nuit à Savalou |
| Visite de terrain à Kadolassi (Ouaké) (Mr. TOKANNOU) | -Rencontre avec le maire de Ouaké  -Séance de travail avec les bénéficiaires du village de démonstration de Kadolassi  -Visite des réalisations physiques | Nuit à Djougou |
| Mardi 20 Août 2013 | Voyage sur Cotonou (Mr BORDE) | Nuit à Cotonou | Cotonou |
| Voyage sur Malanville (Mr. TOKANNOU) | Nuit à Malanville | Malanville |
| Mercredi 21 Août 2013 | Séance de travail avec les membres du CTP, CPP, Personnes Ressources et PTF (Mr BORDE) | Cotonou | Cotonou |
| Visite de terrain à Toumboutou (Malanville)  (Mr. TOKANNOU) | -Rencontre avec le maire de Malanville  -Séance de travail avec les bénéficiaires du village de démonstration de Toumboutou  -Visite des réalisations physiques | Nuit à Parakou |
| Jeudi 22 Août 2013 | Séance de travail avec les membres du CTP, CPP, Personnes Ressources et PTF(Mr BORDE) | Cotonou | Cotonou |
| Voyage sur Cotonou (Mr. TOKANNOU) | Nuit à Cotonou | Cotonou |
| Vendredi 23 Août 2013 | - Rendez-vous avec le MEHU et le MINEFI  - Synthèse (Point des visites sur le terrain)  - Rédaction de l’aide-mémoire | Cotonou | Cotonou |
| Samedi 24 Août 2013 | Rédaction de l’aide-mémoire | Cotonou | Cotonou |
| Dimanche 25 Août 2013 | Rédaction de l’aide-mémoire | Cotonou | Cotonou |
| Lundi 26 Août 2013 | - Rédaction de l’aide-mémoire  - Débriefing avec l’équipe de projet PANA1 | Cotonou | Cotonou |
| Mardi 27 Août 2013 | Débriefing avec l’équipe de projet PANA1, le PNUD et les Partenaires | Cotonou | Cotonou |
| Mercredi 28 Août 2013 | Départ des consultants |  |  |

## Liste des personnes rencontrées

Entretien avec l’équipe de gestion du projet PANA1 : 12/08/2013

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **No** | **Nom et prénoms** | **Fonctions** | **Structure** | **Contacts** |
| 1 | LOCONON Z. Daniel | Coordonnateur National | PANA1 | 97 02 74 22  [loconon.daniel@yahoo.fr](mailto:loconon.daniel@yahoo.fr) |
| 2 | FASSASSI Djèlilou | Gestionnaire Administratif et Financier | PANA1 | 97.88.52.05  [djafass@yahoo.fr](mailto:djafass@yahoo.fr) |
| 3 | DAH-MEGBEGNANTO Yèyinou Honorine | Responsable suivi évaluation | PANA1 | 97 69 51 62  [dhonorinya@yahoo.fr](mailto:dhonorinya@yahoo.fr) |
| 4 | HOUNSINOU Rolande | Assistante Financière Régionale | PANA1 | 66.03.53.70  [gbedognidehr@yahoo.fr](mailto:gbedognidehr@yahoo.fr) |
| 5 | TCHIAKPE Carole | Secrétaire Administratif | PANA1 | 97.18.78.81  [carollemma@yahoo.fr](mailto:carollemma@yahoo.fr) |

Entretien avec le Team Leader de l’Unité Environnement du PNUD, le Conseiller Système des Nations Unies en Changements Climatiques : 12/08/2013

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **No** | **Nom et prénoms** | **Fonctions** | **Structure** | **Contacts** |
| 1 | AGBOKOU Isidore | Team Leader | PNUD | 97 64 91 32  [isidore.agbokou@undp.org](mailto:isidore.agbokou@undp.org) |
| 2 | HOUNDENOU Constant | Conseiller Système des Nations Unies en Changements Climatiques | PNUD | 96 86 86 70  [constant.houndenou@undp.org](mailto:constant.houndenou@undp.org) |
| 3 | POSSET Viviane | Assistante au Programme Environnement | PNUD | 97.58.50.88  [viviane.posset@undp.org](mailto:viviane.posset@undp.org) |
| 4 | POGNON Annick | Procurement Associate | PNUD | 97.17.78.07  [annick.pognon@undp.org](mailto:annick.pognon@undp.org) |

Entretien avec le Directeur Général de l’Environnement et son Adjoint : 12/08/2013

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **No** | **Nom et prénoms** | **Fonctions** | **Structure** | **Contacts** |
| 1 | GNANGLE Césaire | Directeur | DGE | 95.28.21.99  [gnampaces@yahoo.fr](mailto:gnampaces@yahoo.fr) |
| 2 | OURO DJERI Imorou | Directeur Général Adjoint | DGE | 97.06.63.72  [djerbeth@yahoo.fr](mailto:djerbeth@yahoo.fr) |

Entretien avec le Responsable du Développement Rurale d’Adjohoun et le 1er Adjoint au Maire d’Adjohoun : 14/08/2013

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **No** | **Nom et prénoms** | **Fonctions** | **Structure** | **Contacts** |
| 1 | ADANGO Etienne | RDR | CARDER/Adjohoun | 97.57.88.76  [adangoeti@yahoo.fr](mailto:adangoeti@yahoo.fr) |
| 2 | AZONHOUMON Célestin | Premier Adjoint au Maire | Mairie Adjohoun | 97 47 98 63 |

Entretien avec le Maire de Bopa et le Responsable du Développement Rural de Bopa: 16/08/2013

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **No** | **Nom et prénoms** | **Fonctions** | **Structure** | **Contacts** |
| 1 | HOUNKPE Paul | Maire | Mairie de Bopa | 97 23 28 26 |
| 2 | KPANOU K. Anicet | RDR | CARDER/Bopa | 95 28 47 89 / 96 49 94 46 |

Entretien avec le Maire de Savalou et le Responsable du Développement Rural de Savalou: 19/08/2013

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **No** | **Nom et prénoms** | **Fonctions** | **Structure** | **Contacts** |
| 1 | AGBALA T. Kossi | Maire | Mairie de Savalou | 96 42 25 85 |
| 2 | AKPOVO RANCK | RDR | CARDER/Savalou | 97114084 |
| 3 | DOUSSOH A. André | Représentant RDR | CARDER/Savalou | 97 19 55 11  [adoussoh@yahoo.fr](mailto:adoussoh@yahoo.fr) |

Entretien avec le Point Focal National Changement Climatique : 21/08/2013

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **No** | **Nom et prénoms** | **Fonctions** | **Structure** | **Contacts** |
| 1 | DJIBRIL Ibila | Conseiller Technique à l’Environnement | Ministère en charge des Changements Climatiques | 97.98.94.38  [idjibril@yahoo.fr](mailto:idjibril@yahoo.fr) |

Entretien avec le Directeur de l’Agriculture et ses collaborateurs: 22/08/2013

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **No** | **Nom et prénoms** | **Fonctions** | **Structure** | **Contacts** |
| 1 | CHABI GANI Sarè | Directeur | DAGRI/Porto Novo | 97 27 71 19  [cgsare@yahoo.fr](mailto:cgsare@yahoo.fr) |
| 2 | AWOUNOU Justin | - | DAGRI/Porto Novo | 95.56.87.85 |
| 3 | BALLE Joslyn | - | DAGRI/Porto Novo | 95320454 |

Entretien avec le Directeur de la Climatologie ASECNA : 22/08/2013

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **No** | **Nom et prénoms** | **Fonctions** | **Structure** | **Contacts** |
| 1 | AHLONSOU Epiphane | Chef division | ASECNA | 97.92.05.91  [Ahlonsdepi@yahoo.com](mailto:Ahlonsdepi@yahoo.com) |

Entretien avec le Professeur AHO Nestor : 22/08/2013

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **No** | **Nom et prénoms** | **Fonctions** | **Structure** | **Contacts** |
| 1 | AHO Nestor | Professeur | FSA/UAC | 97.32.89.31  [ahonestor@yahoo.fr](mailto:ahonestor@yahoo.fr) |

Entretien à la Direction des Pêches : 22/08/2013

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **No** | **Nom et prénoms** | **Fonctions** | **Structure** | **Contacts** |
| 1 | DESSOUASSI Eugène |  | D/Pêches | 97.58.03.52  [dessouassieugene@yahoo.fr](mailto:dessouassieugene@yahoo.fr) |
| 2 | AÏZO Marc | - | D/Pêches | 97.08.57.03  [aizomarc@gmail.com](mailto:aizomarc@gmail.com) |

Entretien avec le Directeur Général Adjoint du Budget (DGAB) : 22/08/2013

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **No** | **Nom et prénoms** | **Fonctions** | **Structure** | **Contacts** |
| 1 | da-CRUZ I. H. Théophile | DGAB | Ministère de l’Economie et des Finances | 97.69.65.58  [tdacruzo2@yahoo.fr](mailto:tdacruzo2@yahoo.fr) |

## PANA1 : JOURNAL DES RISQUES (Extrait du PTA 2013)

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Titre du Projet: *Programme intégré d’adaptation pour la lutte contre les effets néfastes des changements climatiques sur la production agricole et la sécurité alimentaire au Bénin*** | **Award ID: 00051279** | **Date: Décembre 2012** |

| **Type** | **Date d’Identification** | **Description** | **Commentaire ou Réponses de Gestion** | **Situation actuelle du risqué (réduction, statu quo, croissant)** |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| *Environnemental* | *Juin 2011* | *Crue précoce ou tardive à Adjohoun, Bopa et Sô-Ava* | *Rendements des cultures de saison (patate douce, maïs, etc.) affectés et la mise en terre tardive des plants de reboisement impossible ou croissance des plants mis en terre en crues précoces.*  *Rendements des cultures de contre saison (piment, tomate, etc.) affectés en crues tardives.*   * *Mettre l’accent sur les semences à cycles courts* * *Mettre en terre parallèlement aux cultures annuelles les plants de reboisement.* | *Résolue* |
| *Financier* | *Septembre 2009* | *Non libération des contreparties nationale et communale.* | *Hypothèque partielle de certains résultats d’activités.*   * *Un plaidoyer a été adressé au MEF pour la libération de la contrepartie du Gouvernement sur recommandation de la 1ère revue trimestrielle 2012 ;* * *Des rencontres ont eu lieu entre l’équipe de gestion du projet (DNP, CNP, GAF) avec le DGAB les 14 et 21 septembre 2012. Ces rencontres ont permis d’informer le DGAB sur l’accord de partage de coûts signés par le Gouvernement et le PNUD pour la mise en œuvre du PANA 1. Le DGAB a suggéré une séance de recentrage du budget regroupant les membres du Cabinet, la DPP et la DGB afin de faciliter la programmation et la mise à disposition des ressources.*     *Excepté la commune de Malanville, qui a versé intégralement sa contrepartie (6000 USD) en 2011, et celle de Ouinhi qui a versé une partie (3000 USD) de sa contrepartie qui est d’une valeur de 15000 USD, toutes les autres communes signataires des accords de partage de coût n’ont pas encore libéré leur contrepartie.*   * *Une lettre de rappel de libération des contreparties communales a été adressée aux Maires sur recommandation de la 1ère revue trimestrielle 2011 ;* * *Au cours de l’année 2012, des accords de partage des coûts ont été transmises à chaque Maire. De plus, des rencontres ont eu lieu avec des receveurs-percepteurs sur la libération de la contrepartie communale. A l’issue de ces rencontres, il est apparu que certaines pièces (délibération du Conseil communal ayant autorisée la dépense au profit de PANA 1, l’approbation de l’autorité de tutelle, original de l’accord de participation de la commune, certificat de service fait signé de l’ordonnateur, l’arrêté du Maire conformément à la délibération du Conseil ayant institué le Projet) manquent au dossier envoyés par les mairies.* | *En diminution*   * *séance de recentrage du budget regroupant les membres du Cabinet, la DPP et la DGB afin de faciliter la programmation et la mise à disposition des ressources en cours.* * *Des prévisions sont inscrites dans les budgets communaux, exercice 2012 : Adjohoun : 19200 USD, Ouinhi : 3000 USD, Savalou : 3000 USD et Matéri : 12000 USD.* * *Des correspondances ont été envoyées aux Maires afin qu’ils complètent les dossiers transmis aux receveurs-percepteurs ;* * *Une séance de renforcement des capacités des C/SAF a été organisée dans les neuf (9) communes pilotes sur l’importance de la libération des contreparties communales pour la mise en œuvre des plans d’actions au niveau des villages de démonstration* |
| *Organisationnel* | *PIF (août 2008)* | *Résistance Culturelle et sociale* | *Impliquer davantage les acteurs clefs dans la mise en œuvre du projet en tenant compte de la culture et des facteurs sociaux pendant le développement du projet (par exemple les faiseurs de pluies)* | *En diminution*  *Les chefs coutumiers et les faiseurs de pluie sont intégrés dans les comités villageois de mise en œuvre des activités du projet.* |
| *Appropriation de technologies adaptatives par les communautés* | *Accompagner les communautés dans le choix et la mise en œuvre des technologies adaptatives endogènes.*   * *Le choix de ces technologies adaptatives a fait l’objet d’une étude réalisée par l’INRAB pour le compte du PANA 1. Le draft du rapport provisoire d’étude est disponible* * *Une plate-forme d’innovations technologiques adaptatives aux changements climatiques est l’un des axes stratégiques proposé par l’étude réalisée par la DICAF "Elaboration et la mise en œuvre d’une stratégie de formation des agriculteurs, éleveurs et pêcheurs sur les technologies adaptées aux changements climatiques et l’utilisation des informations agrométéorologiques".* * *35 thèmes de formation ont été identifiés sur la base des besoins exprimés par les communautés à la base.* | *En diminution*   * *Les observations faites par les personnes ressources et l’équipe de gestion du projet sur le draft du rapport provisoire ont été intégrées par l’INRAB ;* * *Le rapport provisoire est validé et le rapport définitif attendu* * *Des modules de formation sont en cours d’élaboration par les structures étatiques partenaires (DICAF, DAGRI, D/Elevage, D/Pêches* |
| *Août 2011* | *Non respect du délai de dépôt des rapports d’études exécutées par les structures partenaires publiques* | *Une lettre de relance a été adressée aux structures partenaires et aux cabinets d’études au cours du 3ème trimestre 2012 pour qu’elles déposent les rapports des études sur recommandation de la 1ère session statutaire du Comité Technique et réitérée lors de la 2ème session du CTP.*  *A ce jour sur les 12 rapports confiés aux structures partenaires publiques seulement deux (DNM et DPP/MAEP) n’ont pas respecté le délai du dépôt malgré les lettres de relance* | *En diminution*   * .*Sept (7) de ces rapports ont été déjà validés et disponible dont six (6) rapports des structures partenaires publiques (DICAF, DAGRI, D/Elevage) et un (1) du cabinet d’étude ;* * *Quatre (4) rapports (DGFRN (1), INRAB (1) et 2 des cabinets d’études) validés et rapports définitifs attendus* * *Deux(2) rapports (INRAB(1), CERF(1)) et la proposition méthodologique de la DNM examinés et rejetés*   *.* |
| *Politique* | *N/A* |  |  |  |
| *Opérationnel* | *Novembre2011* | *Faiblesse dans le suivi-évaluation des actions adaptatives mises en œuvre dans les villages pilotes* | * *Faible degré d’appropriation du Projet par les parties prenantes au niveau local* * *Faible suivi de la mise en œuvre des plans d’actions adaptatives des villages de démonstration par les CCCT et le noyau restreint du CCCT chargé de faire le suivi rapproché.* * *Lenteur dans la remontée des informations à la Coordination du Projet* * *Faible visibilité des actions adaptatives mises en œuvre dans les villages pilotes*   *Au cours de l’année 2012 :*   * *les rôles et les attributions des membres des CCCT leurs ont été clarifiées pour la mise en œuvre et le suivi des actions adaptatives  dans les villages de démonstration ;* * *les D/DEPN et les D/CeRPA ont été impliqués dans le dispositif de suivi ;* * *les capacités des CCCT en occurrence les RCPA, RSCEPN, PF/CC et C/SAF ont été renforcées sur l’appropriation des outils de suivi-évaluation et de gestion financière des plans d’actions au niveau des communes bénéficiaires.* | *En diminution*   * *Le canevas de rapportage des activités mises en œuvre mis à la disposition des CCCT est de mieux en mieux maîtrisé.* * *Les membres des CCCT en occurrence les RCPA, RSCEPN, PF/CC et C/SAF se sont appropriés des outils de suivi-évaluation et de gestion financière des plans d’actions au niveau des communes bénéficiaires.* * *Les derniers rapports d’activités parvenus à la coordination du projet reflètent de mieux en mieux le niveau d’appropriation de ces outils mis à leur disposition.* |
| *Décembre 2011* | *Insuffisance de la prise en compte des mesures d’adaptation aux changements climatiques dans les différentes études commanditées* | *La survenue d’un tel risque affectera la pertinence des résultats des études et par ricochet menace la mise en œuvre correcte des activités liées à ces études.*  *Toutes les structures publiques partenaires et les cabinets d’études adjudicataires maîtrisent assez peu la démarche de prise en compte des mesures d’adaptation aux changements climatiques dans les différentes études.*  *La validation des méthodologies, le suivi régulier des études, l’organisation d’atelier de restitution de l’étude pour s’assurer du respect de la méthodologie, et la validation des résultats par un groupe d’experts dans les domaines concernés, constituent l’approche adoptée par l’équipe de gestion du projet. Le renforcement des capacités des cadres des structures impliquées dans la réalisation des études s’inscrit également dans une telle approche.*  *Au cours de ce 3ème trimestre 2012, des Reviewers ont été identifiés pour apprécier les méthodologies proposées par la DPP/MAEP et la DNM et 09 rapports provisoires déposés par les structures partenaires publiques concernées et les cabinets d’étude adjudicataires. Des propositions et des suggestions appropriées ont été formulées et transmises aux structures concernées pour prise en compte et amélioration des méthodologies et des rapports provisoires d’étude en question.* | *En diminution*  *Les observations/suggestions faites par les Reviewers sur les drafts de ces différents rapports provisoires ont été intégrées par les structures publiques partenaires et cabinets d’études.*  *Ces rapports provisoires ont été examinés et 05 ont été validés (dont 02 des structures publiques partenaires et 03 de cabinets d’études).* |
| *Règlementaire* | *N/A* |  |  |  |
| *Stratégique* | *N/A* |  |  |  |
| *Autres* | *N/A* |  |  |  |

## Tableau des engagements et de la contribution financière des communes

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Active Cost sharing Agreements** | **Currency** | **Outstanding amounts** | **RECEIVED IN 2011** | | **RECEIVED IN 2012** | | **RECEIVED IN 2013** | | **Outstanding amount** |
|
| **FCFA** | **USD** | **FCFA** | **USD** | **FCFA** | **USD** |
| Mairie de Malanville/PNUD (PANA) | USD | 6 000,00 |  | 6 542,88 |  |  |  |  | -542,88 |
| Mairie de Aplahoué/PNUD (PANA) | USD | 150 000,00 |  |  |  |  |  |  | 150 000,00 |
| Mairie de Savalou/PNUD (PANA) | USD | 20 000,00 |  |  |  |  | 1 400 000,00 | 2 761,04 | 17 238,96 |
| Mairie de Bopa/PNUD (PANA) | USD | 25 000,00 |  |  |  |  | 5 000 000,00 | 10 000,00 | 15 000,00 |
| Mairie de Matéri/PNUD (PANA) | USD | 15 000,00 |  |  |  |  | 7 300 000,00 | 14 759,64 | 240,36 |
| Mairie de Ouaké/PNUD (PANA) | USD | 10 000,00 |  |  |  |  | 1 000 000,00 | 2 021,87 | 7 978,13 |
| Mairie de Ouinhi/PNUD (PANA) | USD | 15 000,00 |  |  | 1 500 000,00 |  | 1 500 000,00 |  |  |
| Mairie de Adjohoun/PNUD (PANA) | USD | 100 000,00 |  |  | 3 000 000,00 | 6 065,61 |  |  | 93 934,39 |
| Mairie de So-Ava/PNUD (PANA) | USD | 5 000,00 |  |  |  |  |  |  | 5 000,00 |
| **TOTAL** | **USD** | **340 000,00** | **0,00** | **6 542,88** | **4 500 000,00** | **6 065,61** | **16 200 000,00** | **29 542,55** | 289 391,84 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  | **TOTAL RECEIVED** | | **42 151,04** |  |  |  |

## Ministères et Directions impliqués dans le projet et leurs rôles spécifiques

|  |  |
| --- | --- |
| **Ministère/ Direction/ Organisations** | **Rôle dans le Projet .** |
| Le Ministère de l'Environnement en charge de la gestion des changements climatiques | présidera le Comité Technique du Projet (CTP) à travers la Direction Générale de l'Environnement (voir ci-dessous)  agira en qualité de l'Agence de Coopération Gouvernementale.  Représentera valablement le Gouvernement dans le projet.  a servi d’institution ressource au cours du PPG pour les activités liées à l'environnement.  le personnel départemental (le Département de l'Environnement et de la Foresterie) sera engagé au niveau local pour la mise en œuvre de certaines interventions relatives à l'environnement. |
| Direction Générale de l’Environnement (DGE) | servira entant que département d'exécution et sera par conséquence responsable de l'exécution du projet·  a servi d’institution ressource au cours du PPG pour les aspects techniques relatifs à la gestion environnementale.  déléguera les responsabilités d'exécution aux Directions Départementales de l’Environnement ou aux communes. |
| Le Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche (MAEP)  Le Département de Politique et de planification | coPrésident du CTP  a servi d’institution ressource au cours du PPG pour les aspects techniques relatifs à la production végétale, l’élevage et la pêche.  désignera un représentant pour le projet qui exécutera le rôle et les fonctions du Bénéficiaire Exécutif ou Senior sur le conseil de projet.  sera membre du CTP. |
| facilitera le partage d'expériences à un niveau national comme les ressources le permettent.  Responsable du suivi évaluation  a servi d’institution ressource au cours du PPG pour les questions relatives à la politique  sera membre du CTP. |
| L’Institut National des Recherches Agricoles du Bénin (INRAB) | sera membre du CTP.  sera des recherches sur les variétés à cycle court et résistante à la sécheresse, sur les pratiques culturales adaptées, l'agrosylviculture pour la diversification de sources de revenus et d'autres questions techniques appropriées.  conduira la recherche au niveau paysan sur les activités agricoles d'adaptation et relatives aux options de diversification culturale  sera responsable des démonstrations de technologies adaptées |
| Le Département national de l'information agricole | diffusera l’information sur les changements climatiques.  agira entant que maillon de vulgarisation des informations concernant les pratiques améliorées résistantes aux effets néfastes des changements climatiques (à travers la radio et les programmes de télévision).  sera membre du CTP.  sera membre du Groupe Technique Agro-météorologique (GTA) et membre du groupe technique Agro-météorologique (GTZA) et servira potentiellement entant que réseau pour la diffusion des données météorologiques du Bénin au profit des agriculteurs locaux.  Sera membre du CTP |
| Le ministère de l'Energie et de l'Eau (le Département d'Eau) | assistera aux réunions sur la révision des politiques de l'eau et s’assurera que les politiques prendront désormais en compte les questions des changements climatiques.  Responsable pour la collecte de données hydrologiques sur les sites pilotes, comme convenu.  Fournira de l'assistance technique aux activités relatives à l'eau on peut citer la construction de barrage.  a agi entant qu’institution ressource au cours du PPG pour les activités relatives aux ressources en eau. |
| Le Ministère de la Communication | sera membre du CTP.  agira entant qu’institution ressource pendant le PPG pour les activités liées à la météorologie, l’information et la vulgarisation. |
|  |
| Le Ministère du Transport (Service Météorologique du Bénin) | sera un membre du CTP.  sera membre du Groupe Technique Agro-météorologique (GTA) et du groupe technique de la zone Agro-météorologique (GTZA).  contribuera aux activités liées à la production de l’information et de la vulgarisation météorologique.  a agi entant qu’institution ressource pendant le PPG pour les activités liées à la météorologie.  Supervisera et fournira une aide technique sur la modélisation du climat et la production de l’information sur le climat |
| Le Ministère de Sécurité Publique (le Département de Gestion de Désastres) | sera membre du CTP. |
| sera membre du Groupe Technique Agro-météorologique (GTA) et membre du Groupe Technique Zonal Agro-météorologique (GTZA).  a agi entant qu’institution ressource pendant le PPG pour les activités liées aux impacts liés aux risques climatiques |
| Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) Bureau national | fournira une assistance technique au gestionnaire de projet pendant les ateliers de sélection de site et la phase préparatoire de projet.  sera chargé de rendre compte de l’évolution de projet au FEM.  sera chargé de contrôler (techniquement et financièrement) l'utilisation de fonds de projet.  facilitera la diffusion internationale de connaissances et des expériences du projet  sera un récipiendaire des informations et de données provenant des projets afin d'incorporer des prévisions des changements climatiques dans les plans, les politiques et les programmes de gestion des évènements extrêmes.  a joué le rôle consultatif technique pendant le PIF et les processus de PPG.  fournira l'appui au Coordonnateur national de Projet et le PS concernant la mise en œuvre de composantes de projet.  participera au CTP.  mobilisera et coordonnera l’appui des Partenaires internationaux à travers un réseau global |
| Les communes | elles ont participé au processus de commune pilote et de sélection de site.  elles seront des bénéficiaires clés et participeront à la planification et à la mise en œuvre des interventions de projet au niveau des communes.  Les communes ont été présentes pendant le processus de PPG.  elles sont Membres des équipes de mission de visite des champs. |
| Les universités et des institutions de recherche | agiront entant qu’institutions ressources pendant le PPG, particulièrement sur les ACC en cours relatifs aux initiatives. |
| Les organisations non gouvernementales | seront des partenaires clé dans la planification et la mise en œuvre des interventions de projet au niveau de communauté c'est-à-dire comme membre du Mécanisme d'Assistance Technique.  agiront entant que des institutions ressources pendant le PPG, particulièrement sur les ACC en cours relatifs aux initiatives |
| Les Communautés locales | avaient participé au processus de sélection de sites pilotes.  seront des bénéficiaires clés et participeront à la planification et à la mise en œuvre des interventions de projet au niveau de communautés.  seront des partenaires clés dans la planification et la mise en œuvre des interventions de projet au niveau de la communauté c'est-à-dire comme membre du Mécanisme d'Appui technique.  ·étaient consultées pendant le processus de PPG.  seront Membres des équipes de mission de visite des champs |

## Matrice des activités et réalisations du PANA1 à mi-parcours

| **PREVISIONS** | **REALISATIONS** | **JUSTIFICATION ECARTS et Difficultés** | **PERSPECTIVES** |
| --- | --- | --- | --- |
| Composantes 1 : Modernisation de la Capacité de prévision et de réponse aux changements climatiques dans le secteur agricole  ***Produit 1.1 : Les plans de développement local et national, les stratégies sectorielles (c'est-à-dire des Plans de Développement de Commune, PRSP (PSRSA), la Stratégie Agricoles) sont résilients et adressent les risques liés aux changements climatiques*** | | | |
| **Activité 1.1.1 :** Entreprendre l'évaluation de plans/stratégies appropriés existants et identifier la stratégie par laquelle on peut montrer que ces instruments constituent une évidence des changements climatiques (c'est-à-dire la Stratégie de Réduction de Pauvreté nationale, la 2ème production de Plans de Développement de Commune (PDC), le Plan Stratégique de la relance Agricole) | - Etude : Evaluation de l’intégration de la problématique de l’adaptation aux changements climatiques dans les planifications locales des communes de la zone d’intervention du projet et développement des outils de suivi évaluation appropries.  -Elaboration d’une stratégie pour la prise en compte de l’adaptation aux changements climatiques dans les planifications locales. | -TDR élaborés et déjà validé par le comité technique pour «l’élaboration d’une stratégie pour la prise en compte de l’adaptation aux CC dans les plans/stratégies au niveau national en matière de production agricole et de sécurité alimentaire  - Etude retirée à la DPP/MAEP qui n’a pas pu proposer une méthodologie appropriée à soumettre à la validation par le comité technique après deux ans.  . | - Etude : Evaluation de l’intégration de la problématique de l’adaptation aux changements climatiques dans les planifications nationales (SCRP, PRSA, etc.).  -Elaboration d’une stratégie pour la prise en compte de l’adaptation aux changements climatiques dans les planifications nationales.  En cours de démarrage avec PAPA/INRAB |
| **Activité 1.1.2 :** Développer la politique de l’intégration le ACC (basée sur des expériences internationales déjà existantes) | - TDR d’élaboration du guide simplifié déjà élaboré et personne ressource identifiée | Contrat de prestation élaboré et en attente de signature | Elaboration d’un guide simplifié de la démarche d’intégration de l’ACC dans les planifications locales après la signature du contrat |
| **Activité 1.1.3 :** Former les décideurs politiques et le personnel technique au niveau régional, communal et national sur l’application des méthodes d’intégrations et de planification adaptative de l’ACC. | -Mise en place d’une équipe de formation de formateurs ;  -Formation test au profit 88 personnes dont l’Equipe de Gestion du Projet, les Structures Partenaires Publiques, les Organisations Non Gouvernementales et les Cabinets d'études ayant élaboré les PDCs et les personnes ressources sur l'application des méthodes d’intégration et de planification adaptative aux changements climatiques ;  -Formation de 15 ONGs sur l'intégration d'ACC dans les PDCs ;  -Formation au profit des cadres techniques au niveau communal et des services déconcentrés concernés sur l'application des méthodes d’intégration et de planification adaptative aux changements climatiques  -Formation de 65 décideurs politiques au niveau communal sur l'application des méthodes ACC. | Absence d’une stratégie pour la prise en compte de l’adaptation aux changements climatiques dans les planifications nationales du fait du retard dans l’exécution de l’étude d’évaluation de l’intégration de la problématique de l’adaptation aux changements climatiques dans les planifications dans les planifications nationales (SCRP, PRSA, etc.). et de la stratégie pour la prise en compte de l’adaptation aux changements climatiques dans les planifications nationales. | Formation décideurs politiques et le personnel technique au niveau régional et national sur l’application des méthodes d’intégrations de l’ACC dans les planifications locales  Formation décideurs politiques et le personnel technique au niveau régional et national sur l’application des méthodes d’intégration de l’ACC dans les planifications nationales |
| **Activité 1.1.4 :** Développer et appliquer l'outil S&E adapté aux ACC | - | Contenu activité en cours d’opérationnalisation | Elaborer TDR et recruter un consultant pour le développement et la mise en place de l’outil de S&E adapté aux CCA |
| **Activité 1.1.5 :** Développer et mettre en œuvre la stratégie d’amélioration des outils de l’ACC pour le PDC en développant le budget pour une large application nationale | - | Contenu activité en cours d’opérationnalisation | Elaborer TDR et recruter un consultant pour l’activité |
| **Produit 1.2 : la Commune et les budgets du secteur agricole décentralisé et national incorporent des allocations pour la prévention et la gestion de risques et les impacts des changements climatiques et de la variabilité** | | | |
| **Activité 1.2.1 :** Développer la méthodologie d'évaluation des besoins financiers de l’ACC et la méthode de prise en compte des dépenses de l’ACC dans les prévisions budgétaires au niveau des communes, au niveau national et décentralisé aussi bien que le secteur privé et la coopération de bailleurs de fonds | TDR élaboré et validé | Difficulté d’identifier une structure technique publique pouvant aider à élaborer la méthodologie d’évaluation des besoins financiers pour l’adaptation aux changements climatiques et des coûts d’adaptation dans les budgets nationaux et décentralisés. | Mettre en place une équipe d’experts nationaux pour réaliser l’activité avec l’assistance d’un expert international disposant de solides expériences en la matière |
| **Activité 1.2.2 :** former les experts locaux sur le CCA par rapport à l’analyse financière et des prévisions budgétaires | (Dépend de l’activité d’évaluation des besoins financiers définie au 1.2.1 non encore réalisée) | Absence d’une méthodologie d’évaluation des besoins financiers pour l’adaptation aux changements climatiques et des coûts d’adaptation dans les budgets nationaux et décentralisés : Formation des cadres en matière d’évaluation des coûts d’adaptation | Formation des cadres en matière d’évaluation des coûts d’adaptation |
| **Activité 1.2.3 :** Développer la stratégie spécifique de sensibilisation de parties prenantes sur les besoins budgétaires et financiers du CCA | (Dépend de l’activité d’évaluation des besoins financiers définie au 1.2.1 non encore réalisée) | Attente de l’élaboration de la stratégie d’évaluation des coûts | Sensibilisation de parties prenantes sur les besoins budgétaires et financiers de l’ACC après l’évaluation des besoins financiers définie à l’activité 1.2.1 |
| **Activité 1.2.4 :** Essayer laméthodologie dans les communes pilotes choisies (la même chose dans la Produit 1.1) | (Dépend de l’activité d’évaluation des besoins financiers définie au 1.2.1 non encore réalisée) | Idem | Idem |
| **Activité 1.2.5 :** Développer des budgets du secteur agricole considéré comme pilote dans la prise en compte des changements climatiques et les étendre à d'autres secteurs (par exemple la pêche) | (Dépend de l’activité d’évaluation des besoins financiers définie au 1.2.1 non encore réalisée) | Absence d’une méthodologie d’évaluation des besoins financiers pour l’adaptation aux changements climatiques et des coûts d’adaptation dans les budgets nationaux et décentralisés : Formation des cadres en matière d’évaluation des coûts d’adaptation | Développement des budgets du secteur agricole considéré comme pilote dans la prise en compte des changements climatiques et les étendre à d'autres secteurs après l’évaluation des besoins financiers définie à l’activité 1.2.1 |
| **Produit 1.3 : La stratégie nationale de prestation de services agro-météorologiques efficaces aux agriculteurs locaux est mise en œuvre** | | | |
| **Activité 1.3.1 :** Évaluer les besoins agro-météorologiques en information et les capacités actuelles (au niveau local et national) | - | -Etude retirée à la DNM pour incapacité de proposition d’une méthodologie appropriée à soumettre à la validation par le comité technique durant deux ans  . | - Etude : Développement d’une stratégie nationale de fourniture de services agro-météorologiques efficaces et efficients au profit des acteurs du secteur agricole *remise à la DICAF* |
| **Activité 1.3.2 :** Développer le concept pour la stratégie nationale en consultation avec des parties prenantes au niveau des prestataires de services et des clients. (incl. la recherche et la saisie des données, des analyses, le traitement des données dans l'information utile pour l'utilisateur final, la stratégie de communication, le plan de diffusion, des dépenses, les éléments du S&E (Voir l'Annexe 6 pour le projet du concept) | - | Insuffisance du suivi évaluation | Elaborer TDR et recruter un consultant pour le développement et la mise en place d’un système efficace de suivi évaluation adapté aux ACC  *Voir activité 114* |
| **Activité 1.3.3 :** Évaluer les éléments de stratégie nationale dans les secteurs pilotes du projet (impliquez des communautés dans la collecte de données; développement de modèles numériques; etc.) |  | Insuffisance du suivi évaluation | Mettre en place une équipe d’Evaluation des éléments de stratégie nationale dans les secteurs pilotes du projet |
| **Activité 1.3.4 :** Améliorer le réseau de station agro-météorologique dans des secteurs pilotes du projet | - Identification des sites pluviométriques ;  - Evaluation des sites d’implantation des pluviomètres ;  - Acquisition et réception de 9 pluviomètres « association » à lecture directe de type SPIEA ;  -Installation de neuf (09) postes pluviométriques.  -Formation de 18 observateurs pluviométrique sur : - l’entretien du pluviomètre ;- les techniques d’observation et de lecture des quantités d’eau recueillies dans une journée ;- transcription des données dans le cahier ou registre conçu à cet effet. | - | - Renforcement des capacités des observateurs sur : (i) l’entretien du pluviomètre ; (ii) les techniques d’observation et de lecture des quantités d’eau recueillies dans une journée ; (iii) la transcription des données dans le cahier ou registre conçu à cet effet. |
| **Activité 1.3.5 :** Développer et mettre en œuvre la stratégie de renforcement de capacité pour les fournisseurs de service au niveau national et communal, aussi bien que les utilisateurs finaux d'informations dans les secteurs pilotes du projet | - | -Etude retirée à la DNM pour incapacité de proposition d’une méthodologie appropriée à soumettre à la validation par le comité technique après deux ans. | - Etude : Développement d’une stratégie nationale de fourniture de services agro-météorologiques efficaces et efficients au profit des acteurs du secteur agricole, *par la DICAF* |
| **Activité 1.3.6 :** Sur la base des expériences pilotes, développer une stratégie nationale à long terme sur EWS; prévoir un fonds à cet effet | - | Contenu de l’activité en cours d’opérationnalisation au niveau de la coordination du Pana 1 | Stratégie nationale à long terme sur EWS et prévision de fonds à cet effet à faire au cours de la phase d’extension du PANA1 |
| **Activité 1.3.7 :** Former une équipe de travail multidisciplinaire permanente sur l’Agro météorologie, conduit par le MAEP avec les représentations communales et nationales | - Elaboration du Projet d'arrêté portant création et AOF du GTPA et organisation de l'atelier sur les travaux préparatoires à la mise en place du GTPA ;  - Prise d’un arrêté interministériel pour l’opérationnalisation du GTPA ;  - Identification de 27 parcelles de cultures pour le suivi phrénologique des 3 principales cultures dans les 9 villages de démonstration du PANA 1 ;  -Organisation de l’atelier de l’opérationnalisation du GTPA et formation des observateurs de suivi phénologique des cultures ;  -Organisation de la première session du groupe de travail pluridisciplinaire d’assistance agrométéorologique .  - Elaboration du bulletin d’informations agrométéorologiques « PANA1 AGROMET INFO » n°001 de juin 2013, » n°002 de juillet 2013, n°003 de août 2013 déjà édités et le n°004 de septembre 2013 en édition;  -Renforcement des capacités du Groupe de Travail Agrométéorologique du GTPA pour le traitement, l’analyse des données pluviométriques et phénologiques et l’élaboration du bulletin agrométéorologique | - Faible maîtrise des techniques d’élaboration du bulletin agrométéorologique par le GTA ;  - Faible maîtrise des outils de collecte des données pluviométriques et phénologiques par les observateurs. | -Renforcement continu du Groupe de Travail Agrométéorologique du GTPA pour le traitement, l’analyse des données pluviométriques et phénologiques et l’élaboration du bulletin agrométéorologique ;  - Elaboration des bulletins mensuels « PANA1-AGROMET INFO » ;  - Collecte des données pluviométriques et phénologiques ;  - Renforcement des capacités des observateurs pluviométriques et phénologiques. |
| ***Produit 1.4 : Les Programmes de formation de services techniques (au niveau national, départemental, communal et local, par DICAF) prennent en compte les risques des changements climatiques et les composantes de la prévision météorologique.*** | | | |
| **Activité 1.4.1 :** Évaluer les besoins en formation sur le ACC des parties prenantes clefs à divers niveaux (pour le personnel technique de ministères en ligne des départements techniques, des services d'extension et des agriculteurs locaux, des sélectionneurs, des pêcheurs sur la conception et la mise en œuvre de gestion appropriée des mesures de gestion de risques climatiques) | - Elaboration d’une stratégie de formation des agriculteurs, éleveurs et pêcheurs sur les technologies adaptées aux changements climatiques et l’utilisation des informations agrométéorologiques ;  - Organisation d’une formation test des formateurs. | - |  |
| **Activité 1.4.2 :** Développer et mettre en œuvre la stratégie de formation; mettre l’accent sur l’intégration de composantes de ACC dans des formations existantes aussi bien que dans de nouvelles formations; intégrer dans les guides de formation Agricole, le conseil des sélectionneurs et de la pêche | Documents de formation (modules du formateur et module de l’apprenant) ayant intégré l’ACC dans les structures partenaires publiques du projet élaborés; | - | - Edition des documents de formation (modules du formateur et module de l’apprenant) ;  - Formation des différentes parties prenantes : personnel technique, producteurs du secteur agricole agriculteurs, éleveurs et pêcheurs  - Mise en œuvre de la stratégie de formation des agriculteurs, éleveurs et pêcheurs sur les technologies adaptées aux changements climatiques et l’utilisation des informations agrométéorologiques ; |
| **Activité 1.4.3 :** Rendre Le DICAF comme autorité de formation compétente | - Etude : Renforcement des capacités de la Direction du Conseil Agricole et de la Formation opérationnelle (DICAF/MAEP) pour la diffusion, aux producteurs, des innovations technologiques agricoles liées à l’adaptation aux changements climatiques dans les communes  d’intervention du PANA1 | Mission mal comprise par le consultant indépendant en charge de l’étude au début et réorientation par le Comité technique | - Elaboration des documents de formation (modules du formateur et module de l’apprenant) pour le renforcement de la DICAF ; |
| **Activité 1.4.4 :** Développer un cadre de suivi-évaluation qui rapporte les impacts sur les personnes formées (le changement du niveau de connaissance, l’application de nouvelles connaissances, le changement d'attitudes etc) | (Dépend de l’activité d’évaluation des besoins financiers définie au 1.4.2 non encore réalisée) |  |  |
| ***Produit 1.5 : La carte de vulnérabilité de changement climatique et des cartes de risque pour le secteur agricole (la récolte et le bétail) sont développés pour 4 zones agro-écologiques*** | | | |
| **Activité 1.5.1 :** Développer les cartes sur le risque et la vulnérabilité des changements climatiques dans le secteur agricole dans les quatre zones agro-écologiques | Non planifiée pour la phase de démonstration |  | Prévu pour la phase d’extension |
| **Activité 1.5.2 :** Développer les informations sur les risque du climat/saison en cours et développer les calendriers de tendances de climat saisonnier (incl. la recommandation sur quoi semer et quand semer). | Non planifiée pour la phase de démonstration |  | Prévu pour la phase d’extension |
| **Activité 1.5.3 :** Développer des cartes et les guides du potentiel agronomique dans les quatre zones agro-écologiques | Non planifiée pour la phase de démonstration |  | Prévu pour la phase d’extension |
| **Activité 1.5.4 :** Former des sélectionneurs, des agriculteurs et des pêcheurs sur l'application et l’exécution des cartes et des guides | Non planifiée pour la phase de démonstration |  | Prévu pour la phase d’extension |
| **Activité 1.5.5** : Développer des activités d'information et de diffusion ; lier à la production 1.4 et la production 2.4 | Non planifiée pour la phase de démonstration E |  | Prévu pour la phase d’extension |
| Composantes 2 : Réduction de l’impact des risques climatiques sur la production agricole au niveau des communautés  ***Produit 2.1 : Neuf communes pilotes (représentant 4 zones agro-écologiques) ont des plans annuels d’adaptation et des capacités d’appui de l’ACC*** | | | |
| **Activité 2.1.1 :** Établir les comités techniques de commune de multiples parties prenantes. | -Installation de neuf (09) comités communaux de coordination technique (CCCT) ;  - Prise de neuf (09) arrêtés communaux pour attributions, organisation et fonctionnement de ces comités ;  - Organisation de neuf (09) ateliers communaux de cadrage méthodologiques ;  - Organisation d’un atelier national de cadrage méthodologique du projet PANA1 ;  - Organisation de neuf (09) séances de renforcement capacités des CCCT sur les rôles et fonctions des membres des CCCT ;  - Organisation de neuf (09) séances de renforcement des capacités des CCCT sur la mise en œuvre et le suivi des plans d’actions au niveau des neuf (9) communes bénéficiaires et sur les canevas d’élaboration des rapports trimestriel pour les CCCT et mensuel pour le noyau de suivi. | - Appropriation moyenne des rôles et responsabilités des membres des CCCT ;  - Appropriation moyenne des outils de gestion et de rapportage. | - Renforcement des capacités des comités communaux de coordination technique sur la mise en œuvre et le suivi des plans d’actions au niveau des neuf (9) communes bénéficiaires et sur les canevas d’élaboration des rapports trimestriel pour les CCCT et mensuel pour le noyau de suivi ; |
| **Activité 2.1.2 :** Préparer et mettre en œuvre des plans d'adaptation annuels partout dans des Communes pilotes, y compris dans les villages de démonstration | - Dix huit (18) plans communaux d’actions adaptatives auto-identifiées élaborés et mis en œuvre dont neuf en 2011, neuf en 2012 et neuf en 2013 ;  - Douze (12) plans communaux d’actions adaptatives auto-identifiées exécutés et auto-évalués dont neuf en 2011 et neuf en 2012 ; | - Appropriation moyenne des techniques d’élaboration des plans communaux d’actions adaptatives auto-identifiées ; | - Appui à l’élaboration des plans d’actions adaptatives de la phase d’extension du projet |
| **Activité 2.1.3 :** Organiser l’appui aux multiples parties prenantes en fonction des plans de ACC | Non planifiée pour la phase de démonstration |  | Prévu pour la phase d’extension |
| **Activité 2.1.4 :** Évaluer la capacité en ACC des services de vulgarisation actuels (Communal et Gouvernemental décentralisé) (analyse SWOT) dans 9 communes pilotes | - Etude : Renforcement des capacités de la Direction du Conseil Agricole et de la Formation opérationnelle (DICAF/MAEP) pour la diffusion aux producteurs des innovations technologiques agricoles liées à l’adaptation aux changements climatiques | - Mission mal comprise par le consultant indépendant en charge de l’étude au début et réorientée par le Comité technique | - Elaboration des documents de formation (modules du formateur et module de l’apprenant) pour le renforcement de la DICAF ;  - Organisation du Renforcement des capacités de la DICAF. |
| **Activité 2.1.5 :** Développer des Plans renforcement des capacités (formation sur les méthodes participatives, sur les mesures d’analyse de risques de CC et les mesures ACC, sur l'appui institutionnel, incl. des budgets d'appui, la résolution de conflit) | - Etude : Renforcement des capacités des maraîchers des Communes de Adjohoun, Bopa, Aplahoué, Ouaké, Malanville, Sô-Ava sur la protection phytosanitaire aux fins de l’adaptation aux changements climatiques ;  - Etude : Renforcement des capacités des maraîchers des Communes de Adjohoun, Bopa, Aplahoué, Ouaké, Malanville, Sô-Ava sur la production et l’utilisation de biopesticides et la gestion intégrée de la fertilité des sols aux fins de l’adaptation aux changements climatiques ;  - Etude : Renforcement des capacités des maraîchers des communes de Adjohoun, de Bopa, et de Ouaké sur l’amélioration des techniques de production et de réduction des impacts des risques climatiques sur la culture du piment ;  - Etude : Renforcement des mécanismes de gestion de la transhumance dans la zone Agonlin : cas de la commune de Ouinhi ;  - Etude : Renforcement des capacités des acteurs clés sur la gestion de la transhumance et la mise en œuvre des mécanismes de gestion des couloirs de passage et des zones de pacages des animaux dans la commune de Ouinhi et dans la zone Agonlin  - Etude : Choix des technologies agricoles pour l’adaptation aux changements climatiques dans les communes d’intervention du pana1 ;  - Etude : Formation des producteurs agricoles des communes de Ouinhi, Bopa, Aplahoué, Malanville, Matéri, Ouake, Sô-Ava, Adjohoun et Savalou sur la gestion intégrée de la fertilité des sols ;  - Etude : Elaboration et mise en œuvre d’une stratégie de renforcement des capacités sur la gestion des feux de végétation pour une meilleure adaptation aux changements climatiques ;  - Etude : Appui à la gestion durable des espaces cultivés dans les communes bénéficiaires du projet ;  - Organisation d’une séance de renforcement de capacités des structures partenaires publiques du projet sur les outils de gestion financière du projet, la faisabilité des actions spécifiques des recherches-actions comme expérimentation des semences à cycles, approvisionnement en aliment pour cuniculture, aquaculture et aviculture, acquisition des coqs géniteurs au Ghana, approvisionnement en espèce. | - Capacité insuffisante des structures partenaires publiques à mener les études ;  - Appropriation insuffisante des outils de gestion financière du projet par les partenaires publiques. | - Implication des personnes ressources dans l’exécution des études ;  - Etude : Taux d’adoption actuels des innovations technologiques adaptatives aux CC dans les villages de démonstration du PANA1 ;  - Etude : Etudes techniques d’exécution d’aménagement de bas-fonds et de réalisation d’ouvrages de mobilisation de l’eau dans les communes d’Aplahoué, de Savalou, de Ouaké et de Matéri, Malanville et Sô-Ava ;  - Etude : Evaluation des taux de pertes des récoltes potentielles dues aux aléas climatiques dans les zones d’intervention du projet PANA1  - Renforcement des capacités des structures partenaires publiques sur les outils de gestion financière du projet et sur les modalités d’exécution financières du projet ;  *Recommandation de la mission* : Veiller à ce que toutes les études soient assorties de plans de renforcement des capacités qui constituent les finalités de l’activité 2.1.5 |
| ***Produit 2.2 : Neuf villages de démonstration ont renforcé leurs capacités d’adaptations*** | | | |
| **Activité 2.2.1** : Développer la méthode d’approche de ACC pour le projet (incl. Le renforcement d'institution, le renforcement de capacité, l'assistance technique, etc.) basé sur des consultations initiales pendant la phase PPG (voir l'Annexe 4) | Non planifiée pour la phase de démonstration |  | Prévu pour la phase d’extension |
| **Activité 2.2.2 :** Chaque village de démonstration développe son plan de ACC incl. des composantes de formation (voir l'Annexe 5) (par exemple dans les Plans intégrés de la gestion de Terres Rurales (des Plans Fonciers Ruraux (PFR)) | - Appui à la mise en œuvre de dix huit (18) plans communaux d’actions adaptatives auto-identifiées dont neuf en 2011, neuf en 2012 et neuf en 2013 ; | - Faible appropriation des outils de gestion financière du projet par les CCCT et les structures partenaires publiques ;  - Installation tardive des plants forestiers et agroforestiers dans les parcelles agricoles et les plantations ; | - Appui à la mise en œuvre des plans d’actions adaptatives de la phase d’extension du projet ;  - Renforcement des capacités des CCCT et des structures partenaires publiques sur les outils de gestion financière du projet. |
| **Activité 2.2.3 :** Mise en œuvre des plans de ACC d'appui aux villages (incl. Renforcement institutionnel, renforcement de capacité, assistance technique, etc.) | - Acquisition et remise officielle des matériels et équipements agricoles : 160 équipements maraîchers (gants, bottes, …); 23 motopompes + accessoires ; 02 décortiqueuses de riz ; 04 barques motorisées, etc., aux bénéficiaires des villages de démonstration du projet ;  - Maïs : 12005 kg de semences à cycle court mis à la disposition de 514 bénéficiaires (165 femmes et 349 hommes) pour la réalisation de 590 ha dans les communes de Ouaké, Matéri, Savalou, Adjohoun et Bopa ;  - Riz : 4380 kg de semences de la variété IR841 mis à la disposition de 265 bénéficiaires (154 femmes et 111 hommes) pour la réalisation de 514 ha dans les communes de Ouaké, Matéri et Savalou ;  - Soja : 2700 kg de semences de la variété IR841 mis à la disposition de 19 bénéficiaires (7 femmes et 12 hommes) pour la réalisation de 55 ha dans les communes d’Aplahoué et de Savalou ;  - Spéculations maraîchères (piment, gombo, etc.) : 140 kg de semences maraîchères mis à la disposition de 110 bénéficiaires (29 femmes et 81 hommes) pour la réalisation de 100 ha dans les communes de Sô-Ava et d’Adjohoun ;  - Mucuna : 2000 kg de semences mis à la disposition de 100 bénéficiaires (15 femmes et 85 hommes) pour la réalisation de 20 ha dans la commune de savalou ;  - Acacia : 92850 plants mis à la disposition de 525 bénéficiaires (102 femmes et 423 hommes) pour la réalisation de 72 ha de parcelles agroforestières dans les communes de Ouaké, Matéri, Savalou, Bopa et Sô-Ava ;  - Gmelina : 7250 plants mis à la disposition de 440 bénéficiaires (84 femmes et 356 hommes) pour la réalisation de 54,69 ha de parcelles agroforestières dans les communes de Ouaké, Matéri et Malanville;  - Khaya : 500 plants mis à la disposition de 11 bénéficiaires (01 femmes et 10 hommes) pour la réalisation de 1,69 ha de parcelles agroforestières dans la commune de Ouaké ;  - Glyricidia : 2200 plants mis à la disposition de 477 bénéficiaires (94 femmes et 383 hommes) pour la réalisation de 1,69 ha de parcelles agroforestières dans la commune de Ouaké ;  - 60 plants de Caïlcedra et 5 plants d’Iroko mis à la disposition de 2 bénéficiaires (02 hommes) pour la délimitation de leurs parcelles de culture.  - Palmier à huile sélectionnés : 5515 plants mis à la disposition de 82 bénéficiaires (22 femmes et 60 hommes) pour la réalisation de 30 ha dans la commune d’Adjohoun et d’Aplahoué ;  - 10650 plants de Gmelina, Ceïba, et d’Iroko mis à la disposition des bénéficiaires pour la réalisation de 3,64 ha de plantation communautaire dans la commune de Ouaké ;  - 25000 plants d’acacia et Khaya mis à la disposition des bénéficiaires pour la réalisation de 2 ha de plantation communautaire dans la commune d’Adjohoun ;  - 855 plants d’Anacardier, Khaya, Eucalyptus, Gmelina et Sahel Vert mis à la disposition des bénéficiaires pour la réalisation de 02 ha de plantation communautaire dans la commune de Malanville ;  - 80 plants de Baobab, 80 d’Iroko, et 80 de khaya mis à la disposition des bénéficiaires de la commune de Savalou pour l’enrichissement de la forêt d’Adjakatan ;  - 40 plants de Baobab, 60 d’Iroko et 60 de khaya mis à la disposition des bénéficiaires de la commune de Savalou pour l’enrichissement de la forêt de Wlouwlou ;  - 60 plants d’Iroko et 60 de khaya mis à la disposition des bénéficiaires de la commune de Savalou pour l’enrichissement de la forêt de Molotè.  - Quatre (04) trains de quatre (04) cages flottantes et quatre (04) enclos piscicoles ;  - Onze mille quatre cent (11400) alevins dont 3000 Oréochromis niloticus, 2800 Clarias et 5600 Tilapia ;  - Soixante 60 clapiers pour mâles, 240 clapiers pour lapines mères, 300 clapiers pour engraissement, 88 bottes adaptées pour élevage cunicole, 80 pesons, 80 brouette, 3 glacières isothermiques, 3 thermomètres pour élevage cunicole, 6 trousses chirurgicale, 15 cotons Hydrophile, 6 boîtes de 100 de seringue à usage unique de 10CC et 5gangs au profit des communes de Bopa, de Ouinhi d’Adjohoun et de Ouaké  - Soixante (60) et deux quarante (240) lapines mères, |  | - Renforcement des capacités des CCCT et des communautés à travers les 64 documents de formation (modules des l’apprenant et modules du formateur) déjà validés par le comité technique et en édition ;l |
| **Activité 2.2.4 :** Développer le plan de reproduction pour les Communes | Non planifiée pour la phase de démonstration |  | Prévu pour la phase d’extension |
| **Produit 2.3 : Les méthodes adaptées pour la résilience au changement climatique (production végétale, animale, et pêche) sont testées dans neuf villages de démonstration et sont reproduites.** | | | |
| **Activité 2.3.1 :** Développer et mettre en œuvre le programme de Recherche Action des agriculteurs/Pêcheurs pour et avec le village de démonstration (basé sur la phase PPG et l'Annexe 4) (incl. l’amélioration des sols et la bonne gestion de l’eau, la rotation appropriée des cultures et des calendriers de culture, les plantes fourragères résistantes à la sécheresse, la production intensive et des capacités de stockage, le projet de migration animale incl. La planification de la transhumance, les méthodes de pêche durables) | - Quatre (04) TDR de recherches-actions et les méthodologies de mise en œuvre proposés par les structures partenaires publiques telles que la Faculté des Sciences Agronomiques de l’Université d’Abomey Calavi (FSA/UAC), la Direction de l’Elevage (D/Elevage) et la Direction des Pêches (D/Pêches) sont validés par le comité de pilotage du projet ;  - Quatre (04) protocoles de partenariat sont signés et mis en œuvre par FSA/UAC, la D/Elevage et la D/Pêches | - Appropriation moyenne des outils de gestion financière du projet par les partenaires publiques. | - Renforcement des capacités des structures partenaires publiques sur les outils de gestion financière du projet et sur les modalités d’exécution financières du projet ; |
| **Activité 2.3.2 :** Etablir le mécanisme d’apprentissage dans les communautés pilotes et parmi d'autres communautés intéressées (relatif au résultat 3) | Non planifiée pour la phase de démonstration | - | Prévu pour la phase d’extension |
| ***Produit 2.4 : les Réseaux pour la production et la diffusion de variétés résistantes au climat et à cycle court sont mis en place et fonctionnel dans les 4 zones agro-écologiques.*** | | | |
| **Activité 2.4.1 :** mettre en place un système au niveau local/communal pour la production de matériel de reproduction améliorés de cycle court, utiliser des matériels de reproduction améliorés certifiés, établir des banques de semences pour les principales variétés de culture dans chaque zone agro-écologique, ainsi qu'un mécanisme de distribution efficace | Non planifiée pour la phase de démonstration | - | Prévu pour la phase d’extension |
| **Activité 2.4.2** : Promouvoir l’utilisation des cultures de variétés de cycle court en suscitant par exemple l’intérêt sur des variétés de cycles courts appropriées et en formant sur leur utilisation; | - Protocole de recherche-action mis en œuvre par FSA/UAC : Test d’adaptation de quatre variétés de sorgho et de trois variétés de maïs résilientes aux changements climatiques dans neufs villages de démonstration du PANA1 ;  - Protocole de recherche-action mis en œuvre par D/Elevage : Développement de la cuniculture dans les communes de adjohoun, Bopa et ouinhi ;  - Protocole de recherche-action mis en œuvre par D/Elevage : Introduction de coqs geniteurs dans la commune de ouaké ;  - Protocole de recherche-action mis en œuvre par D/Pêche : Test d’adaptation et production d’alevins du poisson-chat Clarias gariepinus dans les zones de pêcheries du PANA 1. | \*Acquisition et réception des provendes aux éleveurs des communes de Bopa, de Ouinhi d’Adjohoun et de Ouaké dans le cadre de la cuniculture\*Mise en place des cages flottantes dans les communes de Bopa, Ouinhi et Sô-Ava - Mise en place des enclos piscicoles dans la commune de Bopa \* Empoissonnement des alevins dans la cage flottante dans la commune de Bopa | - Poursuivre la mise en ouvre des protocoles de recherche-action déjà signés ; |
| **Activité 2.4.3 :** Soutenir la mise en place de systèmes de stockage et d'infrastructures pour des moissons | Non planifiée pour la phase de démonstration |  | Prévu pour la phase d’extension |
| **Activité 2.4.4 :** Entreprendre une étude d’identification des possibilités d’amélioration de l'accès au marché des produits alimentaires de cycle courts produits par des agriculteurs locaux, des éleveurs et des pêcheurs. | TDR et méthodologie validés par le comité technique du projet ; |  | - Etude : Identification des possibilités d’amélioration de l’accès au marché des produits alimentaires des cultures à cycle court et des produits d’élevage améliorés *en voie de démarrage avec l’INRAB* |
| Composantes 3 : Capitalisation et diffusion des expériences et meilleures pratiques  ***Produit 3.1 : Une Stratégie de Communication et de Sensibilisation (SCS) est élaborée et mis en œuvre*** | | | |
| **Activité 3.1.1 :** Évaluer les besoins d’information et de communication de groupes cibles (relatif aussi à la production 1.3) (incl. pour des sites pilotes, d'envergure nationale, au niveau local, au niveau national, des agriculteurs, des pêcheurs, des nomades, des décideurs politiques, des responsables de haut niveau, les communautés des hommes d'affaires, le public) | -Besoins d’information et de communication de groupes cibles évalués | - | - |
| **Activité 3.1.2 :** Conception de la Stratégie de Communication et mise en œuvre | - Stratégie de communication pour renforcer les capacités d’adaptation aux changements climatiques sur la production agricole et la sécurité alimentaire au Bénin élaborée | - *Chargé de communication non encore recruté* | - Mettre en œuvre la stratégie de communication pour renforcer les capacités d’adaptation aux changements climatiques sur la production agricole et la sécurité alimentaire au Bénin après le recrutement du chargé de communication |
| **Activité 3.1.3 :** Faire le suivi évaluation du SCS | - Deux visites de terrain organisées au profit des journalistes/photos journalistes pour la visibilité des actions du projet ;  - Visite des acquis du projet dans le village de Sèhomi (commune de BOPA) par la RR/PNUD ; |  | - Elaborer et mettre en place le système de suivi évaluation de la stratégie de communication et de sensibilisation pour renforcer les capacités d’adaptation aux changements climatiques sur la production agricole et la sécurité alimentaire au Benin |
| ***Produit 3.2 : un projet site Web est développé et régulièrement mis en place*** | | | |
| **Activité 3.2.1 :** Évaluez des possibilités d'information existantes et les sites Web (SWOT) pour identifier des options portiques les mieux appropriées (construire sur l’un ou la conception de nouveaux portails existants); les ministères institutionnels (c'est-à-dire. Le MEPN, en liaison avec le MAEP) | Non planifiée pour la phase de démonstration |  | Prévu pour la phase d’extension |
| **Activité 3.2.2 :** Se baser sur les besoins d'évaluation de l'information (voir la production 3.3.) développer le concept de web portal | Non planifiée pour la phase de démonstration |  | Prévu pour la phase d’extension |
| **Activité 3.2.3 :** renforcer la population experte pour le développement portique; considérer des offres internationales | Non planifiée pour la phase de démonstration |  | Prévu pour la phase d’extension |
| **Activité 3.2.4 :** Former le personnel des institutions en ligne (par exemple. Le MAEP ou le MEPN) sur la gestion des informations et la maintenance de web | Non planifiée pour la phase de démonstration |  | Prévu pour la phase d’extension |
| ***Produit 3.3 : les expériences sont documentées et diffusées*** | | | |
| **Activité 3.3.1 :** Développer des directives pour la documentation et la codification des expériences, les meilleures pratiques et les expériences sans issues. | Non planifiée pour la phase de démonstration |  | Prévu pour la phase d’extension |
| **Activité 3.3.2 :** recenser les leçons apprises et des expériences tirées de documents d’études spéciales par le composant M E dans un document | Non planifiée pour la phase de démonstration |  | Prévu pour la phase d’extension |
| **Activité 3.3.3 :** Publier un document sur les meilleures/pires pratiques (en français et en anglais et traduire dans des langues locales) | Non planifiée pour la phase de démonstration |  | Prévu pour la phase d’extension |
| **Activité 3.3.4 :** Développer et mettre en œuvre la stratégie de diffusion de tous les produits | Non planifiée pour la phase de démonstration |  | Prévu pour la phase d’extension |
| **Activité 3.3.5 :** organiser une série de séminaires sur les résultats du Projet | Non planifiée pour la phase de démonstration |  | Prévu pour la phase d’extension |
| **Activité 3.3.6** : Partager la connaissance avec la communauté internationale à travers par exemple le mécanisme d’Adaptation et d’apprentissage du PNUD (ALM) par exemple | Non planifiée pour la phase de démonstration |  | Prévu pour la phase d’extension |
| Composantes 4 – Organisation et gestion du projet | | | |
| **Résultat d’Activité 4.1 : La gestion du projet est assurée** | - Planification des activités du projet (PTA\_2011, PTA\_2012 et PTA\_2013)  - Mise en œuvre des activités du projet conformément aux plans de travail annuels signés ;  - Contrôle régulier de la mise en œuvre du projet matérialisé par divers rapports de mission de terrain ;  - Renforcement des capacités de l’équipe de gestion du projet sur les outils de gestion financière et de rapportage, sur l’intégration des changements climatiques dans les plans de développement, etc.;  - Fonctionnement régulier des structures de gestion du projet (comité technique, comité de pilotage t et le Groupe de Travail Plurisciplinaire d’assistance Agrométéorologique (GTPA), les comités communaux de coordination technique (CCCT)) ;  - Appui au fonctionnement des CCCT;  - Acquisition des équipements de bureau. | - Personnel assez insuffisant pour la mise en œuvre du projet ; | - Poursuivre la mise en œuvre du projet conformément aux plans de travail annuels signés ; |
|  |  |  |  |
| **Résultat d’Activité 4 : Le suivi évaluation du projet est assuré** | -Organisation de l’atelier de reformulation des indicateurs du Cadre logique ;  -Organisation régulière des sessions des structures de gestion du projet (comité technique, comité de pilotage t et le Groupe de Travail Plurisciplinaire d’assistance Agrométéorologique (GTPA), les comités communaux de coordination technique (CCCT)) ;  - Participation régulière aux revues trimestrielles des projets et programmes de l’Unité Environnement ;  - Participation aux revues des Plans de Travail Annuel du Ministère en charge du projet ;  - Réalisation de l’évaluation et de la revue à mi-parcours ; | - Insuffisance de personnel et de matériel roulant pour la mise en œuvre et le suivi des actions de terrain ;  -Faiblesse du dispositif de suivi évaluation au niveau du projet | - Renforcer le personnel en nombre et en qualité (personnes qualifiées pour le monitoring et la capitalisation des processus en cours sur le terrain) ;  Poursuivre la mise en œuvre régulière des actions du projet conformément aux plans de travail annuels signés  Mettre en place un système de suivi-évaluation couvrant systématiquement les processus, les résultats, effets et impact du projet; |

## Clichés photographiques des enquêtes de terrain



Visite du pluviomètre, Damè, Commune de Savalou, 19 août 2013



Enclos pour la pisciculture, Sehomi, Commune de Bopa, 16 août 2013



Fabrication d’un silo à maïs, Houédo-Wo, Commune d’Adjohoun, 14 août 2013



Enquête de terrain avec les populations bénéficiaires, Damè, Commune de Savalou, 19 août 2013



Plantation d’acacias, Sehomi, Commune de Bopa, 16 août 2013



Femmes bénéficiaires de l’aménagement des bas-fonds pour la culture du riz, Damè, Commune de Savalou, 19 août 2013

1. Prodoc PANA1 [↑](#footnote-ref-1)
2. MEPN – PPG 4, 2009 [↑](#footnote-ref-2)
3. La mission n’a pas enregistré de plaintes relatives à la gestion financière. [↑](#footnote-ref-3)